

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالتان فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

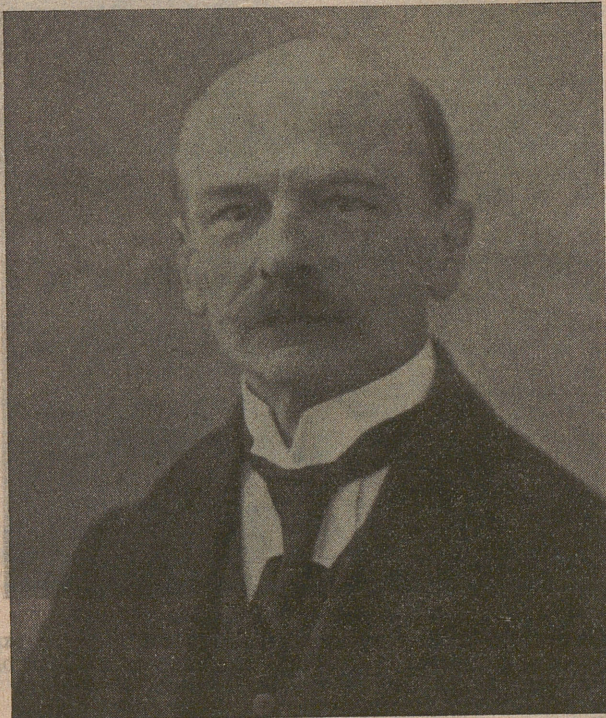
Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête
 auprès des personnalités politiques et littéraires

IX.

Auguste Prenant



Le Professeur Auguste Prenant est né à Lyon en 1861. La plus grande partie de sa vie s'est écoulée à Nancy, où il fut reçu docteur en médecine et où il devint ensuite professeur d'Histologie à la Faculté de Médecine. Depuis 1907, il enseigne la même science à la Faculté de Médecine de Paris, qui l'appela

de Nancy pour succéder dans la chaire d'Histologie au professeur Mathias Duval. Membre de l'Académie de Médecine et de plusieurs sociétés savantes, il se consacre, outre son enseignement, à des recherches scientifiques et a formé de nombreux élèves dans ses laboratoires de Nancy et de Paris.

Le Professeur Prenant est un savant de grande valeur. C'est un caractère droit et fier, une conscience haute et pure. Nous le savions acquis d'avance à la juste cause que nous défendons.

Je ne chercherai pas à répondre point par point et de façon précise à votre questionnaire. Mes occupations professionnelles et scientifiques ne me permettent pas de me documenter, comme je le voudrais et comme il le faudrait, pour pouvoir fournir de réponses autorisées. Je ne connais par exemple à peu près rien de la question macédonienne. Je n'ai qu'à jeter les yeux sur la carte pour voir combien, dans la guerre dite du Droit, celui de minorités ethniques a été sacrifié, quand ce n'est pas la vie des individus qui les composent. Quant à la création d'une *Fédération Balkanique*, il va sans dire que si les choses demeuraient en l'état actuel, c'est-à-dire si, au lieu des peuples, c'étaient les Patries représentées par leurs gouvernements qui se fédéraient, on assisterait à l'intérieur de cette fédération aux mêmes rivalités et aux mêmes chocs des nationalismes et des impérialismes qui continuent à menacer la paix aujourd'hui. A moins que, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes étant poussé jusqu'à ses dernières et justes limites, de nouveaux traités ne produisent l'émission de nations balkaniques actuelles jusqu'à libérer tous les groupements ethniques rassemblés sous les lois de chacune d'elles et à les rendre indépendants. On créerait, peut-être, ainsi, un grand nombre d'États, mais au moins seraient-ils plus petits et leurs conflits moins redoutables. On peut d'ailleurs espérer que dans ces États minuscules, le peuple ouvrier et paysan approchant son gouvernement de plus près, saurait et pourrait lui imposer la sagesse et son amour de la paix. Le problème serait, bien entendu, résolu, si ce même peuple coïncidait avec ce gouvernement.

Auguste Prenant

Maurice Bourquin

Le professeur Maurice Bourquin de l'Université de Bruxelles est né à Tournai, en 1884.

Auteur de diverses études de droit public, de droit international et de sociologie. Son principal ouvrage est consacré

à « La protection des Droits individuels contre les Abus de Pouvoir de l'Autorité Administrative ».

Le professeur Bourquin est considéré comme l'un des plus grands juristes de Belgique. Il a fait partie, en qualité d'expert, de la délégation belge à diverses conférences internationales, parmi lesquelles : celle de Paris (Conférence de la Paix); celle de Gênes (1922); celle de Londres (1924 — application du plan Dawes).



Il m'est difficile de me prononcer sur la valeur pratique de la formule d'apaisement que vous préconisez. A première vue, l'idée d'une Fédération me paraît séduisante et j'incline à la croire féconde. Est-elle actuellement réalisable ? Et dans quelles conditions ? C'est ici que votre question m'embarrasse. Pour y répondre, il faudrait une connaissance approfondie, je dirai même une expérience personnelle du milieu, que je n'ai pas.

Cependant, dégagé de ces contingences locales, le problème balkanique se confond avec le problème général de la paix. Et si je l'envisage sous cet angle, voici ce que j'en pense :

1^o Le monde est encore dominé aujourd'hui par l'idée de l'Etat, alors que la vie économique et sociale s'est très nettement internationalisée. De ce déséquilibre entre le nationalisme politique et l'internationalisme économique procèdent ce que Francis Delaisi appelle, dans un livre remarquable, les « Contradictions du Monde Moderne ». La paix ne pourra se réaliser que si nous parvenons à sortir de l'anarchie des souverainetés pour entrer résolument dans la voie de l'organisation internationale. Or, votre projet de fédération balkanique s'inspire de cette tendance. C'est une application, limitée au cadre des Balkans, de l'idée d'organisation internationale. Voilà pourquoi, sous le bénéfice des réserves indiquées plus haut, je le trouve digne de sympathie.

2^o Mais le problème de la paix n'est pas seulement un problème technique. C'est aussi — et avant tout, peut-être — un problème moral. Une organisation internationale, si parfaite fût-elle, serait impuissante à nous tirer du cercle infernal où nous nous débattons, si un certain état d'esprit, un certain élan des âmes ne venait la vivifier.

Il nous faut l'« esprit de paix », à mon sens, indissolublement lié à l'esprit démocratique. L'impérialisme et le fascisme en sont nécessairement la négation. En eux s'incarnent les forces de haine et de réaction qui empoisonnent notre atmosphère. Contre eux doivent s'unir tous ceux qui n'ont point désespéré de la nature humaine.

Maurice Bourquin

Raoul Verfeuil

Agé de 39 ans, milite depuis sa 16^e année dans le mouvement socialiste et ouvrier français.

Journaliste, directeur avec Jean Longuet de LA VAGUE ouvrière et paysanne depuis la mort de Pierre Brizon qui fut l'un des « Pèlerins » de Kienthal.

A été pendant plusieurs années délégué à la propagande du Parti Socialiste et rédacteur à l'HUMANITÉ.

Exclu en 1922 du Parti Communiste pour son pacifisme et son antimilitarisme jugés hétérodoxes.

Pendant la guerre, l'un des militants actifs de la « minorité » internationaliste en France.

Vient de publier l'APOSTOLAT qui, sous la forme romanesque, est l'histoire du mouvement pacifiste français pendant la boucharie de 1914—1918.

Il m'est arrivé, au printemps de 1919, de prononcer dans un conseil National du Parti Socialiste Français, une phrase qui m'a été, à l'époque beaucoup reprochée, même par des camarades : *La France traîne le boulet de la Victoire.*

J'expliquais que c'était à cause de la victoire qu'un mouvement révolutionnaire était pour longtemps impossible en France, la victoire provoquant toujours un déchaînement de chauvinisme et de réaction dans le pays qui l'a remportée ou a été censée la remporter.

Ce n'est pas seulement du point de vue intérieur et révolutionnaire que la victoire a eu des conséquences néfastes qui se sont traduites, en France, par l'avènement du Bloc National et l'avortement des grèves du 1^{er} mai 1920, sans parler de la situation économique rendue critique sinon désespérée par la poursuite insensée d'une guerre de près de cinq ans !

C'est aussi du point de vue extérieur et en ce qui concerne plus particulièrement ces nationalités que l'on prétendait vouloir délivrer ou rendre majeures que la victoire a eu des effets déplorables.

Léon Bazalgette l'a dit justement : pour les Balkans notamment, leur situation territoriale n'est qu'un des fruits amers de l'arbre qui fut planté au lendemain de la victoire et aux branches duquel on accrocha les traités de Versailles, de Saint-Germain, etc.

On n'a pas plus résolu équitablement la question macédo-nienne qu'on n'a résolu équitablement les autres.

Le fer tranche : il ne juge pas.

Après la guerre, il y a dans les Balkans et peut-être ailleurs des minorités opprimées tout comme il y en avait avant.

Les guerres — même celles que l'on baptise impudemment du « droit » et de la « liberté » — déplacent les oppressions; elles ne les suppriment pas. Il leur arrive même d'en engendrer de nouvelles.

Le moyen, à mon avis, qui permettrait de mettre fin aux sujétions que subissent les minorités balkaniques, serait évidemment la création d'une Fédération des peuples, de tous les peuples de la Péninsule.

La difficulté est peut-être d'amener ces peuples, intoxiqués d'esprit particulariste, à la conception fédéraliste c'est-à-dire, dans un certain mesure, supra-nationale.



La difficulté aussi et surtout est peut-être de délimiter exactement et en toute justice les frontières des états, car la fédération ne résoudra pas, du fait seul de son établissement, ce problème qu'il faudra préalablement examiner.

En tout cas, ce sont les peuples et non pas les gouvernants, seraient-ils les mieux disposés et les plus démocratiques du monde, qui peuvent réaliser la Fédération balkanique.

Les gouvernants — partout — ont intérêt aux divisions de leurs sujets de quelque nature qu'elles soient. Ça leur permet de mieux durer et de mieux rançonner. Ça leur permet aussi de mieux tuer, à l'occasion.

Je ne serais pas socialiste si je n'ajoutais point que sous le joug des Turcs, des Serbes, des Bulgares ou des Grecs — ou devenus indépendants — les Macédoniens — comme les autres peuples — ne connaîtront de liberté effective et réelle que s'ils se débarrassent du capitalisme, quelque forme qu'il affecte.

Pour un socialiste il n'y a au fond qu'une oppression : celle de la bourgeoisie.

Et c'est à abattre celle-ci qu'il faut surtout — et partout — travailler.

Raoul Verfeuil

Après l'acquittement de l'assassin de Tchaouloff

Les actes de terreur des Autonomistes macédoniens jugés par la démocratie européenne

Le crime réactionnaire

Lorsqu'on examine le monde d'après guerre, on est frappé de la fureur de violence qui anime les partis réactionnaires. Ils se présentent comme les champions de l'ordre ; ils dénoncent les hommes d'extrême-gauche, socialistes et communistes, comme les apôtres du désordre, de la subversion, de la destruction ; ils leur prêtent la volonté de livrer l'univers à l'incendie et au carnage. Et pourtant ce sont eux qui tuent et ce sont les hommes d'extrême-gauche qui sont les victimes.

La Terreur blanche de Finlande et celle de Hongrie ont précédé les Saint Barthélémy bulgares. Les fascistes allemands ont servi de modèles aux fascistes italiens. Kurt Eisner, Rathenau, Haase, Erzberger, et tant d'autres ont eu le sort qui devait échoir ensuite à Matteotti et à Amendola. Mais les pays balkaniques se sont signalés dans cette tragique histoire. Et le procès récent du meurtrier de Tchaouloff à Milan en a évoqué bien d'autres. Ce meurtrier a été acquitté. Et comment ne l'aurait-il pas été ? Comment le gouvernement de Mussolini n'aurait-il pas rendu au gouvernement de Liapcheff un service que celui-ci était autorisé à attendre de lui ? Des sicaires bulgares aux chemises noires d'Italie, la différence n'est pas grande. L'idéal, si l'on peut dire, est le même : anéantir l'homme qui combat la dictature ; et les moyens sont identiques : le revolver, le poignard et la massue.

Que le gouvernement bulgare, celui de Liapcheff après celui de Tsankoff, déteste et poursuive par les pires procédés les Macédoniens restés fidèles à eux-mêmes, comme Tchaouloff : il n'y a pas lieu à s'en étonner. Par intervalles, Belgrade, Sofia et Athènes se suspectent réciproquement, et par intervalles les trois chancelleries se rapprochent. Mais ce qui les domine, c'est la haine du Macédonien révolutionnaire, c'est la volonté d'en finir avec le fédéralisme balkanique. Ce fédéralisme qui, par essence, fait appel aux ouvriers et aux paysans, et qui veut créer une république où chacun des peuples associés aura sa liberté, ne saurait être accueilli favorablement par les gouvernements de la péninsule. Ni la Serbie, avec Ousounovitch (et avant lui avec Pachitch), ni la Bulgarie avec Liapcheff (et avant lui avec Tsankoff), ni la Grèce avec Pangelos (et avant lui avec Papanastassiou et autres), ne peuvent s'accommoder d'un programme qui menace leur domination actuelle. Toutes trois tiennent des Macédoniens en captivité, et le fédéralisme n'est que la forme dernière de

l'émancipation macédonienne. C'est-à-dire que ce fédéralisme leur arrache une partie de leurs sujets. C'est-à-dire qu'il anéantit la base militaire des trois états balkaniques. C'est-à-dire encore qu'il apparaît comme un défi à deux monarchies et à une dictature prétorienne. Si le fédéralisme grandissait, ni Alexandre, ni Boris, ni Pangelos ne se sentiraient en sécurité. Ils n'auraient plus qu'à faire leurs valises et à abandonner leurs confortables listes civiles.

On conçoit que les fédéralistes soient condamnés à mort par les régimes d'oppression et de sang qui se partagent la presqu'île balkanique. Tchaouloff n'est pas tombé sous les coups d'un meurtrier qui agissait de sa propre autorité. L'idée, l'ordre sont venus de haut. Tchaouloff devenait, aux yeux des gouvernements de la Péninsule (car ils s'accordent en pareille occurrence), un homme hors la loi, un ennemi public. Il voulait la justice et la liberté. Quelle présomption ! Et encore il estimait que seules les masses populaires pouvaient assurer le triomphe de cette justice et de cette liberté. Quelle insolence ! On se rappelle le mot du colonel qui prononça l'arrêt de mort en cour martiale, durant la Commune parisienne, contre un ouvrier maçon : « Il est maçon et il se permet d'avoir une opinion ! »

Mais l'opinion qu'avait Tchaouloff, son plan de fédéralisme libérateur et pacificateur, il ne lui était pas particulier. Bien avant 1926, bien avant la guerre mondiale, les plus nobles des socialistes ne voyaient de solution à l'éternelle crise macédonienne que le fédéralisme. Pourquoi la Macédoine serait-elle serbe, plutôt que bulgare ou grecque ? Pourquoi irait-elle à tel maître ou à tel autre, et pourquoi ne serait-elle pas elle-même ? Mais il apparaissait aussi que tous les peuples juxtaposés là-bas ne regagneront la sérénité et la sécurité que dans une communauté où chacun d'eux trouverait la garantie de ses aspirations. Cette communauté ne pouvait être qu'une république, mais une république sans oligarchie, et qui serait assez vigoureuse pour s'arracher à toutes les influences étrangères.

Tchaouloff est mort, et son meurtrier a été absous. Mais la pensée qu'il représentait subsiste. Elle vainera, parce qu'elle est la raison. Que les monarches de Belgrade et de Sofia, que Liapcheff, ne se réjouissent pas ! C'est le plus souvent quand une cause a eu ses martyrs qu'elle triomphe ; car elle devient d'autant plus sacrée pour ceux qui l'ont embrassée. L'histoire le prouve.

Paul Louis

L'assassinat de Tchaouloff, après ceux de Panitza, de Dimo Hadji Dimoff, de Kharalambi Stoyanoff, de Todor Strachimiroff, de Pétko T. Petkoff, députés au Sobranje, des voyvodes et révolutionnaires macédoniens Kantardjiev, Bouinoff, G. Skrijevsky, St. Konatcheff, G. Kovatcheff, Stoyo Hadjiev, M. Alexiev, A. P. Vassileff, Ars. Yovkoff, Aleco Vassileff, colonel Athanasoff, et tant d'autres, a soulevé une indignation profonde dans l'opinion publique du monde civilisé. Si le tribunal de l'Italie fasciste, se solidarissant avec les fascistes macédoniens, a acquitté Stefanoff, comme il a acquitté les assassins de Matteotti, en couvrant de honte un grand pays tel que l'Italie, la conscience de l'humanité toute entière condamne le crime de l'agent des Autonomistes Macédoniens.

L'indignation des honnêtes gens est d'autant plus grande qu'il ne s'agit pas de cas exceptionnels, mais de tout un système pratiqué depuis le jour où les chefs de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, reniant le but sacré que se proposait cette organisation, c'est-à-dire l'affranchissement du peuple macédonien, sont devenus des instruments serviles entre les mains de la Cour de Sofia.

De différents côtés nous ont été adressées des lettres de protestation contre le jugement du tribunal de Milan. Ces lettres indiquent aussi une chose : que l'O. R. I. M. apparaît aujourd'hui sous son véritable jour, elle est démasquée et discréditée aux yeux de la démocratie européenne.

Mais ce qui est grave — et c'est ce côté de la question qui nous inquiète — c'est que ces actes de terrorisme barbare rendent impopulaire la noble cause qu'effrontément prétend servir encore cette Organisation.

Nous croyons utile de reproduire certaines des lettres que nous avons reçues. Voici d'abord la belle et émouvante lettre que nous avons reçue du Prof. Langevin, savant d'une renommée mondiale :

Cher citoyen,

L'attentat contre Tchaouloff à Milan est venu nous montrer que certaines organisations n'ont pas encore renoncé à l'abominable méthode des assassinats politiques pour réduire leurs adversaires au silence.

Loin d'atteindre le but qu'il se propose, ce procédé ne fait que soulever l'indignation du monde civilisé et transformer les victimes en martyrs plus utiles à leurs causes morts que vivants.

Il faut protester une fois de plus contre cet emploi systématique de la violence, incapable de rien créer ni résoudre ; barbare, aveugle et stupide, il ne peut qu'exalter la résistance et exaspérer le ressentiment.

Paris, le 18 mai 1926

P. Langevin

Charles Rappoport nous a adressé la lettre suivante :

Paris, le 19 mai 1926

Cher citoyen,

La violence, comme la guerre, est une barbarie. Aucun sophisme de la réaction, imbécile ou sadique, ne réussira à la transformer en une force « bienfaisante » et « moralisatrice ». Il n'y a que le travail qui crée. Mais la violence provisoire est souvent une nécessité contre la violence systématique et chronique. Ce n'est pas le cas de la violence du terrorisme individuel. Comme biographe de Jaurès, je constate que si l'assassinat se dirige contre un homme supérieur, il le rend immortel. Et il grandit un adversaire médiocre en le rendant redoutable. Comment ou justifier un acte terroriste individuel, c'est prouver son ignorance et l'absence totale du sens politique. Ces actes ne sévissent que dans des pays malheureux et sans culture. Le bon sens les condamne. Et la bonne politique dit : « Ce sont plus que des crimes : ce sont des fautes, qu'il n'est pas permis de commettre à un homme politique, encore moins à un parti politique. »

Charles Rappoport

Un cri d'alarme

C'est un cri d'alarme qu'il faut pousser en présence des menaces à peine déguisées qui se font jour en ce moment autour d'un homme. Vlahoff est nettement désigné dans des appels à la violence qui sont presque des appels à l'assassinat.

Il importe d'arrêter dans l'œuf cette monstrueuse intrigue et d'en montrer les fils à l'opinion publique tout entière en la faisant juge de la situation.

Vlahoff est accusé par l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne que nous pouvons qualifier d'officielle, d'avoir abandonné la cause de la Macédoine.

Cette assertion est un défi à la fois à l'équité et au bon sens. Vlahoff qui a organisé le journal *La Fédération Balkanique* et qui a participé à la constitution de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne Unifiée, a toujours servi avec une inflexible énergie et un inlassable dévouement la cause des opprimés de Macédoine.

Il n'est pas permis de dire que le programme de cette O. R. I. M. unifiée desserve en quoi que ce soit, et dans une mesure quelconque les revendications de la malheureuse Macédoine martyrisée. Elle lutte ouvertement et par les moyens les plus clairs, et par les arguments les plus éclatants en faveur de la libération de cette noble région macédonienne. C'est en réalité l'O. R. I. M. officielle qui défend mal la cause des populations macédoniennes et qui cherche aujourd'hui à donner le change à l'opinion publique universelle.

L'O. R. I. M. a fait assassiner Tchaouleff à Milan. Or, le tribunal de Milan vient d'acquitter Stephanoff, son assassin. Mais que l'O. R. I. M. et ses porte-parole n'en concluent pas que ce jugement donne gain de cause aux principes qui ont conduit le bras de l'assassin. Le jugement de Milan est un jugement purement politique comparable à ceux qui ont renvoyé absous l'assassin de Jaurès et celui de Vorovsky. Mais il ne faudrait pas croire que de tels actes soient admis par l'opinion publique. Ils la choquent et la révoltent. De moins en moins elle admettra qu'une organisation comme l'O. R. I. M. use de ce procédé de faire taire ses adversaires en les tuant.

Elle pense, et elle a raison, que l'idée que défend l'O. R. I. M. doit être bien peu défendable pour employer de pareils moyens de propagande. Qu'on prouve que les hommes de courage et de cœur qui essayent en ce moment de placer la question du salut de la Macédoine dans un grand plan pratique et clair, sont des traîtres. Si on le prouve, et il n'est pas difficile de prouver la vérité, l'effort de ces hommes sera démolé plus sûrement que par une balle ou un coup de poignard.

On impute à Vlahoff la responsabilité de l'assassinat de Todor Alexandroff. C'est faux. C'est illogique. J'ai étudié cette tragique histoire lors de mon séjour à Sofia. Alexandroff a été assassiné lorsqu'il était en compagnie de Protoguéroff. Or, ce dernier avait exactement la même attitude qu'Alexandroff à l'égard du manifeste de la *Fédération Balkanique*. Si ce sont les partisans de ce manifeste qui ont supprimé Alexandroff, il n'y avait aucune raison qu'ils épargnassent la vie de Protoguéroff qui était un des adversaires aussi redoutable, aussi haï — et ils l'auraient pu puisque le meurtre a eu lieu dans un champ sans témoins.

Il y a tout de même parmi le public éclairé de tous les pays du monde une nombreuse élite d'hommes, raisonnables et lucides qui ne peuvent pas ne pas penser que des causes se discréditent en essayant de triompher par des moyens sanglants, dignes d'un autre âge. La juste sympathie que la population macédonienne, crucifiée par les Balkans, a acquise dans tous les cœurs s'étonne et s'ébranle de voir cette cause défendue par des hommes qui agissent en brigands. Elle s'étonne aussi de ne pas voir tous ceux qui s'indignent des iniquités dont la Macédoine est victime, ne pas faire bloc résolument contre la réaction et la terreur blanche, contre les tractations équivoques et les ambitions impérialistes des gouvernements balkaniques. Que tous ceux qui ont à cœur l'affranchissement d'une population écrasée par la force et par des coalitions dont les intrigues sont visibles, ne mettent pas si délibérément leur grande cause hors la loi et ce qui est pire, hors la justice !

Henri Barbusse

Pour la Fédération Balkanique*

III

La *Fédération Balkanique* n'est pas seulement une organisation en vue de régler les questions économiques, nationales, culturelles de la péninsule, mais encore une garantie d'indépendance réelle des peuples.

Par leur nationalisme étriqué, mesquin, aveugle, les Etats Balkaniques sont devenus depuis longtemps les instruments de l'impérialisme des Grandes Puissances. Leurs rivalités sont attisées, leurs rancunes sont entretenues, leurs ambitions exaspérées par ces grandes puissances qui les utilisent comme des pions sur l'échiquier.

Les Etats Balkaniques ont été réduits au rôle de satellites des Grands Etats Européens.

* Voir *Fédération Balkanique* des 1^{er} avril et 1^{er} mai.

Veut-on des exemples ?

La Bulgarie offre l'exemple peut-être le plus saisissant d'un pays subissant des attractions contraires. Entre l'ancienne Europe des Tsars de Russie et l'ancien Empire Habsbourgeois, la Bulgarie était écartelée. La déplorable et désastreuse rivalité bulgare-serbe qui jeta à plusieurs reprises depuis le Congrès de Berlin les deux gouvernements de Belgrade et de Sofia l'un contre l'autre, fut entretenue, cultivée, envenimée par les deux Empires qui considéraient la péninsule balkanique comme une zone d'expansion et d'influence.

La Serbie, sentinelle avancée de la Russie, tendait ses efforts vers le débouché sur l'Adriatique ; mais l'Autriche-Hongrie voyait dans cette politique un obstacle à la poussée sur Salonique et la mer Egée, qui était ainsi barrée. Le veto austro-hongrois à toute constitution d'un Etat yougo-slave avec un littoral adriatique, l'occupation et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, rejetèrent la Serbie sur la Macédoine, objet des ambitions bulgares. D'où conflit serbo-bulgare.

La Bulgarie était sur les flancs de la Serbie la servante des dessein de la Monarchie Dualiste poursuivant le double but d'empêcher la Serbie étendue jusqu'à l'Adriatique d'être elle-même la servante des grandes conceptions impérialistes des Romanoff : la descente sur la Méditerranée ; et de maintenir en outre toutes les possibilités et les facilités de la poussée sur Salonique et l'Egée.

Deux impérialismes manœuvrant deux petits états, les dressant l'un contre l'autre ; et, pour résultat, une guerre mondiale.

De même, l'Empire Britannique a considéré souvent la guerre comme une auxiliaire pour sa politique dans la Méditerranée Orientale, en Asie-Mineure, dans l'Orient Moyen, contre la Turquie postée sur la route continentale des Indes, elle-même auxiliaire de l'Allemagne, alors.

Si nous poursuivons la revue des Etats Balkaniques, nous verrons que jamais leur politique n'a été véritablement indépendante ; leur action était sous le contrôle des grandes puissances.

La *Fédération Balkanique*, en les groupant, et les solidarisant, leur permettrait d'avoir une vie internationale véritablement indépendante. Isolés, dispersés, ces états jouent un rôle subalterne ; une fédération serait une force de contrepois et les libérerait de cette tutelle exploiteuse.

En Europe Centrale et en Europe Orientale, l'organisation de « fédérations » aux modalités, aux statuts divers, est une nécessité primordiale.

Les revendications légitimes des droits nationaux des peuples ne doivent pas aboutir à un morcellement territorial, à des compartiments économiques fermés, à un cloisonnement inextricable et enchevêtré, qui déterminerait la paralysie de ces pays.

Mais pour cette tâche, les gouvernements actuels ne sont nullement qualifiés. Un nationalisme borné qui, en réalité, conduit à l'asservissement de leurs peuples, les empêche d'accepter les limitations nécessaires des souverainetés nationales particulières. Ils cherchent les solutions aux problèmes nationaux dans l'emploi des méthodes d'oppression et de domination brutales. Les malheureuses populations macédoniennes sont martyrisées par le pouvoir serbe ou hellénique, qui tente de justifier ses cruautés et sa dictature militaire et policière en enveloppant ses crimes de ce « fascisme » macédonien qui sévit non seulement dans les Balkans, mais aussi en Europe (l'assassinat de Tchaouleff en est une preuve douloureuse) — mouvement trouble lié aux gouvernements de réaction de Sofia, serviteur indirect d'un impérialisme bulgare camouflé.

Le salut ne peut venir que des masses populaires, ouvrières et paysannes, comprenant que la liberté nationale et l'émancipation sociale sont solidaires.

Jean Zyromski

L'Italie dans le Proche-Orient

L'impérialisme mussolinien

La tendance de l'Italie de posséder des colonies date d'environ 45 années. Vers la fin de 1885, elle réussit à conquérir une bande de terre sur la côte de la Mer Rouge — l'Erythrée. Soutenue par l'Angleterre, elle voulut accroître le territoire conquis, mais en 1896, ses armées furent défaites à Adoua par les Abyssins commandés par le Négous Ménélik. La même année l'Italie signa un accord avec l'Angleterre et la France par lequel elle reçut un pouce de terre de plus. L'Angleterre obtint le contrôle des eaux du Nil, tandis que la France a obtenu la permission de continuer la construction de la voie ferrée jusqu'à Addis-Ababa, principale ville de l'Abyssinie.

De ce moment-là, l'Italie se contentait de conserver et, si possible, de renforcer son influence politique et économique en Orient ; elle s'efforçait surtout de développer ses relations commerciales. Elle dirigea son regard vers la Turquie et ses possessions, en s'efforçant de supplanter, avant tout, l'influence française dans le Proche-Orient, et dans les Balkans. Elle réussit en peu de temps à accroître son commerce, à créer des voies maritimes spéciales, tout en développant les voies déjà existantes et à placer sous sa protection les diverses congrégations ; elle menait une politique très opportuniste.

Vers 1910, l'Italie commença à déployer une activité plus intense. En 1911, elle déclara la guerre à la Turquie, ayant en

vue la conquête de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Ses armées furent mises en déroute, mais malgré cela elles purent, sous la protection de la flotte, conquérir une partie, d'ailleurs très petite, de la Tripolitaine et le Dodécannèse : la Turquie fut pourtant obligée de signer en septembre 1912, à Ouchy, un traité de paix avec l'Italie. Elle fit cela sous la pression de l'ultimatum des pays balkaniques, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce, qui la menaçaient de guerre. En vertu de ce traité, la Turquie céda la Lybie à l'Italie ; le sort du Dodécannèse ne fut pas décidé. L'Italie domina plus tard, soi-disant, provisoirement ces îles, mais l'impérialisme italien y est aujourd'hui encore et ne songe pas à lâcher sa proie.

Quoiqu'alliée de l'Autriche et de l'Allemagne, l'Italie se plaça du côté de l'Entente pendant la guerre mondiale. Sa participation à la guerre lui valut Trieste, le Trentino, et plus tard Fiume. Cependant elle n'obtint pas de colonies.

Après que les fascistes, armés par l'ancien gouvernement s'étaient emparés du pouvoir, en 1922, la tâche essentielle de Mussolini fut de s'assurer la maîtrise du pays même.

On sait comment cela eut lieu et comment il gouverne l'Italie. Il suffit de rappeler que Mussolini se mit entièrement au service de la bourgeoisie, dispersa les organisations ouvrières, priva le peuple italien de toutes libertés démocratiques et devint maître de l'Italie par le sang et le feu.

Une fois devenu maître absolu du pays, il commença à mener une politique impérialiste active. Le fascisme italien tourna ses regards vers l'Orient. Mussolini rêve à étendre son pouvoir sur l'Afrique du nord et du nord-est et sur les côtes méditerranéennes de l'Asie-Mineure. Sa politique a pour but, que, une fois maître de la mer Adriatique, l'Italie le devienne aussi de la mer Méditerranée. Lors de sa rencontre récente avec le ministre anglais des affaires étrangères M. Chamberlain à Rapallo, il se mit d'accord avec l'Angleterre sur le partage de l'Abyssinie. Mussolini menace aussi la Turquie de s'emparer de la province d'Adalie. Il veut jouer le rôle de César et des généraux romains.

Après l'attentat échoué de l'Anglaise Gibson, Mussolini partit pour la Tripolitaine, où il fut royalement reçu par les autorités italiennes ; imitant Guillaume II, il déclarait à cette occasion, que l'avenir de l'Italie était sur mer.

Il déclarait aussi publiquement que l'Italie avait besoin de nouveaux territoires. D'autre part ses amis sont plus francs ; ceux-ci déclarent ouvertement que l'Italie fasciste doit étendre son pouvoir à l'est et au sud-est de la Lybie — vers l'Égypte, en Abyssinie et sur la côte asiatique — vers l'Adalie, et à l'ouest — vers la Tunisie, l'Algérie et à une partie même du Maroc. Ces provocations et menaces du dictateur fasciste émurent l'opinion publique, et particulièrement les masses ouvrières et paysannes, à l'étranger. Le fascisme s'est démasqué ; il apparaît non seulement comme ennemi des libertés et des droits populaires, mais il représente aussi un grand danger pour la paix universelle.

Ces menaces et provocations de Mussolini causèrent d'émotion dans l'opinion publique et les cercles gouvernementaux turcs : le gouvernement d'Ismet Pacha fut obligé de prendre des mesures pour repousser une attaque dans le sud-est de la république turque.

Cependant, la politique impérialiste de Mussolini va plus loin. Il a aussi pour tâche d'affaiblir l'influence de l'Angleterre et de la France dans les Balkans, afin de pouvoir diriger la politique des gouvernements balkaniques fascistes et réactionnaires.

Nous avons indiqué plus haut comment l'Italie tendait à renforcer son influence en Turquie. Particulièrement en Macédoine, elle avait pour but d'augmenter son prestige en profitant de l'action réformatrice des grandes puissances. En 1903, elle dirigeait un des secteurs macédoniens de gendarmerie, celui du sandjak de Bitolia. Le chef de la gendarmerie dans les vilayets macédoniens fut un italien, au début le général de Giordjis, puis le général Robilant.

Plus tard, après le partage de la Macédoine en 1913, l'Italie continuait sa politique impérialiste, mais sans succès, car alors la Russie et l'Autriche-Hongrie exerçaient toujours une grande influence dans les Balkans. Cependant, la situation changea après la guerre, l'Italie étant devenue une des puissances victorieuses. Elle profita, en premier lieu, de la situation créée après la guerre mondiale en s'efforçant d'occuper dans les Balkans la place de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. Elle développa ses relations commerciales avec les états balkaniques.

Des banques furent fondées avec des capitaux italiens, les anciennes lignes maritimes furent rétablies et de nouvelles en furent créées. L'importation de marchandises italiennes en Turquie, en Bulgarie et en Grèce s'accrût. Mais cette politique active impérialiste italienne se renforça surtout depuis l'arrivée de Mussolini au pouvoir. L'Italie fasciste essaie de jouer le premier rôle dans les Balkans en s'efforçant d'y affaiblir l'influence anglaise et française. Elle s'imposa à la Yougoslavie et devint maître absolu de l'Adriatique. Elle soutenait la Bulgarie de Tsankoff et soutient actuellement celle de Liaptcheff. Elle sauva à deux reprises le régime des dictateurs fascistes bulgares, en 1923 et en 1925. (Déclarations de Kalfoff aux correspondants de journaux italiens.)

Actuellement l'Italie soutient le dictateur grec Pangalos en s'efforçant de le placer complètement sous son influence. En Albanie, elle commande comme chez elle.

Dans le but de renforcer encore plus son influence dans les Balkans, Mussolini envoie des hommes de confiance en Grèce et en Bulgarie. Tel est le cas du député Bastianini, directeur des organisations fascistes à l'étranger, qui déclara récemment à Salonique et à Sofia que les Grecs et les Bulgares peuvent compter sur l'appui de l'opinion publique italienne, c'est-à-dire du pouvoir fasciste en Italie.

Mussolini se prépare à devenir maître du Proche Orient, à soumettre les peuples balkaniques à la dictature fasciste. Sa politique représente un grand danger pour la paix en Europe et particulièrement dans les Balkans. Le fascisme est non seulement un ennemi déclaré des libertés des peuples, mais il signifie aussi la guerre!

D. Karine

Le roi de Roumanie et les élections

Nous avons montré dans nos numéros précédents, et nous montrons dans ce numéro aussi, dans la « Revue de la Presse », comment le suffrage universel — « égal », « secret » et « obligatoire » — est transformé par les faux, la terreur et l'assassinat, en un instrument de domination de l'oligarchie roumaine. Les élections d'aujourd'hui ne diffèrent en rien de celles de 1920 ou de 1922, si ce n'est par une terreur plus féroce encore. Mais ce qui est devenu absolument clair pour la masse du peuple dans ces élections, c'est le rôle de la couronne dans le mécanisme de la domination de l'oligarchie roumaine.

Le roi, d'origine étrangère, patronne l'union de l'oligarchie roumaine avec les seigneurs hongrois contre les paysans roumains. Dans les villages de la Transylvanie, les seigneurs magyars développent librement leur propagande électorale en langue hongroise, tandis que les intellectuels roumains dans leur propre Grande-Roumanie sont arrêtés par ordre de ces mêmes seigneurs « minoritaires » nommés préfets et sous-préfets. Tel est le spectacle qui se présente aux yeux du paysan transylvanien nourri depuis tant d'années de phrases chauvinistes. Le roi se démasque comme un parasite étranger, étranger au peuple roumain, dont il ne comprend pas les désirs et ignore les souffrances.

Mais ce Hohenzollern intrus, que l'oligarchie a surnommé, pour rire, Ferdinand le Brave, non seulement accorde sa protection aux seigneurs hongrois qui oppriment le paysan roumain, mais défie aussi le peuple tout entier. Dans tout le pays, la lutte électorale prend le caractère d'une véritable guerre civile : arrestations en masse, brutalités policières, assassinats se multiplient partout. A Durostor, 15 paysans bulgares, arrêtés au cours de leur propagande électorale, ont été fusillés par les gendarmes « parce qu'ils ont essayé de prendre la fuite ». A Calarachi, en Bessarabie, les gendarmes tirent avec des mitrailleuses dans la masse d'une assemblée tsaraniste. A Jalomitsa, et à Ilfov, les gendarmes tirent sur les candidats de l'opposition « qui ne sont que blessés ». Et le roi ? Que fait-il dans ces moments terribles ? Il part pour la chasse dans le Banat !

Les chefs de l'opposition tsaraniste nationale veulent présenter au même roi un mémoire, lui demandant ... protection, et l'implorant « d'imposer » le respect des lois et de la vie des citoyens. Le roi, en guise de réponse, part, à la veille de ces sanglantes élections, pour une excursion sur le Danube, annonçant qu'il sera de retour ... après les élections.

La complicité du roi avec le régime d'oppression, complicité cynique, révoltante, apparaît maintenant à tous les yeux. Après avoir appelé au pouvoir le parti le plus impopulaire et le plus faiblement représenté au parlement, le roi tolère et encourage la plus odieuse terreur afin que ce faible et impopulaire parti « conquière » à tout prix la majorité aux élections. Les leaders de la démocratie roumaine, tsaranistes et nationaux, au lieu de démasquer la complicité criminelle du roi, le présentent devant les masses comme un pauvre prisonnier de l'oligarchie qui veut faire tout le bien pour le peuple, mais qui en est empêché par de mauvais conseillers. L'ironie du destin fait maintenant que le parti du général Averesco se sert comme propagande électorale contre l'opposition de ce faux prestige créé autour du roi par les chefs de cette opposition. Ainsi, le candidat averescan dans le département de Turda, Eliade Alexandre, a lancé un appel aux électeurs leur faisant savoir « qu'il est envoyé par le général Averesco et sur le désir de la cour pour être élu sénateur dans ce département ». Un autre appel signé par le ministre de la justice Cudalbu, candidat dans le département de Tutova, dit : « ... c'est avec ces pensées que le parti du général Averesco et de Sa Majesté le Roi ... commence son travail. » Le roi prend donc, ainsi, directement part à la lutte politique, à la campagne électorale, se démasquant comme le protecteur du régime oligarchique.

L'idée monarchique est ruinée dans le peuple, quoique les chefs de l'opposition démocratique cherchent à l'entretenir par une propagande mensongère et par une attitude reptilienne. Les masses commencent à comprendre que le commandement de

l'heure présente, ce n'est pas la supplication, mais la lutte contre le roi qui s'identifie avec le *tchokoy* (latifundiaire parvenu). Les vrais amis du peuple sont ceux qui s'efforcent de donner une expression politique à cette disposition d'esprit des masses, en amenant celles-ci à lutter contre la monarchie et pour une république démocratique.

Delablay

Le deuxième gouvernement Ouzounovitch

- Quelle sera la solution de la crise ?, demandent les journalistes au président du conseil.
- Si je le savais ! Que sais-je !, répond avec candeur Nicolas Ouzounovitch, président du gouvernement par la grâce de Pachitch.

Nicolas Pachitch est cette-fois aussi resté vainqueur malgré les attaques réitérées de la Cour et de ses acolytes Liouba Jovanovitch et Stéfane Raditch. Depuis la création même de l'Etat des S. H. S., nul gouvernement n'a pu se maintenir, s'il n'était pas formé par Pachitch lui-même ou par ses amis intimes qu'il désignait à prendre sa place jusqu'à son prochain retour. Le premier gouvernement formé après le retour des Serbes dans le pays, le cabinet Stoyan Protitch, fut renversé, car M. Pachitch, qui était à ce moment Président de la Délégation de Paix à Paris, croyait qu'on ne lui avait confié cette mission que pour le mettre à l'écart afin de l'empêcher de jouer un rôle actif dans l'installation de la domination serbe dans les pays formant désormais avec la Serbie l'Etat yougoslave, devenu une nouvelle prison des peuples subjugués.

Ces derniers jours furent publiées les lettres que Pachitch écrivit de Paris à son *locum tenens* et ami, Milenko Vesnitch. Elles montrent nettement quelles intrigues Nicolas Pachitch a ourdies pour amener la chute de Stoyan Protitch, afin de mettre à exécution sa conception d'un état serbe homogène du Vardar jusqu'au Kupa en Croatie. Il a réussi à renverser Stoyan Protitch et à le noircir auprès de la Cour et de la Ligue Militaire comme un conspirateur dangereux, parce que celui-ci s'opposait à ce que l'Assemblée Nationale provisoire, de sa propre autorité, adoptât pour l'Assemblée Nationale Constituante un règlement intérieur obligeant les membres de cette dernière Assemblée de prêter serment de fidélité au roi et à la monarchie, malgré que la Constituante ne fût convoquée que pour décider de la forme du gouvernement et pour doter le nouvel état d'une constitution.

M. Vesnitch forma alors le gouvernement au nom de M. Pachitch et, par une décision arbitraire de la majorité gouvernementale, il fit déclarer nuls les mandats du Parti communiste, qui avait conquis 56 sièges aux élections à l'Assemblée Nationale. Puis, il fit continuer les débats sur la Constitution, débats auxquels les représentants des Croates, membres du club national, ne pouvaient non plus participer. Les voix des mahométans furent achetées. Et c'est ainsi que fut voté, le 28 juin 1921, la Constitution de Vidovdan.

Lorsque Vesnitch accomplit sa mission et retourna à son poste de ministre à Paris, Nicolas Pachitch revint au pouvoir, qu'il ne lâcha pas depuis. Il le détient aujourd'hui encore continuant à gouverner le pays par l'intermédiaire de M. Ouzounovitch.

Durant toute cette période, un parlementarisme et une démocratie factices florissent en Yougoslavie. Des élections parlementaires y ont été faites par deux fois, sans avoir apporté le moindre remède aux maux dont souffre le pays pillé par des fonctionnaires voleurs et des politiciens corrompus. Des plaintes de plus en plus violentes s'élèvent dans le Parlement et dans la Presse contre les vols commis au détriment de la fortune nationale, vols auxquels tous les partis politiques participent. L'époque des « bons d'exportation », où le parti démocrate s'est acquis des mérites tous particuliers, est restée célèbre. Dans les gouvernements de coalition participent aussi les partisans du prêtre Korochetz, et les « ministres paysans » de Raditch. Les accusations portées contre Koroyatz, Vesenjaj, Paul Raditch, Nikitch et autres sont bien caractéristiques, mais le record a été battu par le parti radical. Ses chefs, Yotza Markovitch, Voja Jovjitch, Dragoutin Kojitch, se sont particulièrement distingués dans l'exploitation des masses populaires et le pillage de la caisse de l'Etat. A la tête de cette bande se trouve le fils du président du conseil N. Pachitch — Radé Pachitch, dénoncé par Stéfane Raditch comme voleur.

Le pays se débat dans une crise économique des plus graves. Cette crise est la conséquence de la trop lourde imposition des masses populaires et des dépenses militaires improductives trop élevées (d'environ 4 milliards de dinars). La prévoyance sociale de l'état se manifestait surtout par des coups de bâtons administrés par les gendarmes et les brutalités policières et militaires.

Le maître de la situation dans le pays, le chef de cette bande, tout le monde le nomme : c'est Nicolas Pachitch. Les cartes d'adhérents du parti radical, avec sa photographie, ouvrent toutes les portes. Sa puissance a augmenté par la capitulation de Raditch.

La Cour considèrerait avec inquiétude et jalousie cet accroissement de la puissance de Pachitch. (Celui-ci a annoncé vouloir

faire organiser des fêtes à l'occasion du 82^{me} anniversaire de sa naissance et qui devaient coïncider avec les fêtes qui auraient lieu à l'occasion de l'anniversaire du couronnement d'Alexandre I, roi des S. H. S. par la grâce de Dieu et la volonté de la nation. [!])

Le roi Alexandre voulut se débarrasser de ce concurrent désagréable et chargea de cette mission deux de ses courtisans : Liouba Yovanovitch et Stéfane Raditch. Après être reçu en audience par le roi, Stéfane Raditch déclara tout d'un coup : « Il n'y a plus de corruption. » Et, là-dessus, la presse se mit à publier des révélations sensationnelles sur les affaires de corruption du fils du premier ministre. Nul ne doute que le but était de frapper Nicolas Pachitch. Les lettres que Radé Pachitch avait adressées au ministre des finances Stoyadinovitch furent publiées ; elles montraient au grand jour les relations criminelles de Radé Pachitch avec le ministre des finances et les autres ministres radicaux. Le nom de Pachitch suffisait partout pour avoir une part assurée au pillage général. Dragicha Stoyadinovitch, beau-fils de Liouba Yovanovitch, a donné des exemples inouïs de corruption : des cas de subornement des organes les plus haut placés de l'Etat furent relevés à sa charge. La vénalité des fonctionnaires apparut à tous les yeux. Et tous les leaders politiques poussèrent les hauts cris : Nicolas Pachitch pillait l'Etat par l'entremise de son fils.

Au commencement d'avril, le gouvernement Pachitch donna sa démission, et deux gouvernements Ouzounovitch lui succédèrent.

On vit nettement, toutes les deux fois, combien la démocratie et la souveraineté nationale proclamées à si haute voix étaient factices. Pachitch se cachant derrière Ouzounovitch et faisant fi des désirs manifestés tant dans le Parlement que dans tout le pays, a triomphé une fois de plus. Son rival Liouba Yovanovitch, membre, depuis quarante ans et vice-président du parti radical, fut exclu de ce parti bien qu'il s'abaissât jusqu'à demander pardon à Pachitch en pleine séance du club radical. Car Nicolas Pachitch ne voulait pas voir à côté de lui l'éternel candidat à la présidence du parti et du gouvernement. Celui-ci partagea donc le sort de Nasta Petrovitch, de Milan Rankovitch, et d'autres fondateurs du parti radical.

La victoire de Pachitch sur Yovanovitch fut complétée par sa victoire éclatante sur Stéfane Raditch et ses amis. Du premier cabinet Ouzounovitch il écarta Stéfane Raditch, dont les flatteries à l'égard de Pachitch ne masquaient que trop mal sa servilité vis-à-vis de la cour dont il était l'instrument à tout faire. Du deuxième gouvernement Ouzounovitch Pachitch éloigna aussi le neveu de l'oncle glorieux : Paul Raditch. Une simple question d'Ouzounovitch aux chefs des démocrates, demandant si, dans le cas de leur entrée dans le gouvernement, ils auraient à objecter contre l'arrestation de Stéfane Raditch, obligea le tribun croate à une complète capitulation. Raditch consentit non seulement à sortir du gouvernement, avec son neveu et confident Paul Raditch, mais aussi à laisser, par ordre, dans le gouvernement, comme représentants du parti paysan croate, deux ministres que l'on peut à peine considérer comme ses partisans. Raditch a d'ailleurs déjà publiquement excommunié ces deux ministres « du peuple croate », et il a traité l'un d'eux, Nikitch, de « pick-pocket », dans une réunion publique.

Et, pour souligner encore plus fortement sa capitulation, Raditch consentit à une sorte de détention à domicile, en s'engageant à ne tenir pendant deux mois aucune réunion publique et à renoncer pendant ce laps de temps à la direction de son journal *Dom*.

Ainsi, il s'est passé en Yougoslavie ce qui serait impossible dans aucun autre pays du monde : toute activité politique a été interdite à un parti gouvernemental et le chef de ce parti, qui se gérait comme l'homme de confiance du roi, a été envoyé en exil.

Un autre fait unique dans les annales parlementaires : un gouvernement renversé par le Parlement parce qu'il n'a pas voulu combattre la corruption, reste tel quel au pouvoir et se présentera de nouveau au Parlement qui l'a chassé. Ce deuxième gouvernement Ouzounovitch n'a d'ailleurs nullement besoin de l'approbation de l'Assemblée Nationale. Il est soutenu par Nicolas Pachitch et il couvre les agissements criminels du fils de ce dernier, qui, muni d'un passeport diplomatique, attend tranquillement, dans une station balnéaire mondaine, la fin de la comédie de la poursuite judiciaire dirigée contre lui. Le gouvernement Ouzounovitch restera au pouvoir tant que cela plaira au vieux Pachitch et à son entourage.

Malgré tous les changements formels dans le gouvernement, rien n'a donc été changé en réalité. Un journal politique rapporte une conversation entre deux paysans croates, très caractéristique pour les conditions existant en Yougoslavie :

Un paysan demande à un autre : Qu'y a-t-il de nouveau dans la politique ?

— Rien, lui répond l'autre, sauf que Nicolas Pachitch a changé de nom et s'appelle à présent Nicolas Ouzounovitch.

C'est bien caractéristique pour la dictature masquée de la clique radicale.

Le chef des démocrates indépendants, Svetozar Pribitehvitich, a fait aux journalistes la déclaration suivante :

« Ce gouvernement sera de courte durée. Il ne possède aucune autorité. Il n'a ni un programme, ni une idée directrice. C'est un gouvernement insupportablement ennuyeux, qui dégoûte le pays, et qui doit son existence à un compromis immoral au plus haut degré. »

Le petit Mussolini des fascistes yougoslaves n'attend que le moment où le vieux Pachitch lui laissera le champ libre pour s'acheminer directement vers l'unité de l'Etat serbe hégémonique, en appliquant les méthodes qu'il a préconisées dans son discours à Bjelina : « Cet état, ce sont les balles de fusils qui l'ont créé, et ce sont les balles de fusils qui assureront son existence. »

Alors, Pachitch et Pribitehvitich, avec les généraux blancs, s'engageront intrépidement dans la voie de la terreur. Alors, sous la nouvelle devise de la « sainte cause nationale », nous pourrions contempler plus directement ce que nous ne voyons aujourd'hui que sous le masque parlementaire.

L'opinion publique toute entière est effrayée par ce cynisme et inquiétée par la molle attitude de l'opposition. Les larges masses ont depuis longtemps déjà perdu l'espoir de voir s'assainir l'Etat ainsi gouverné. Nul n'ose se révolter contre la force brutale et les masses ouvrières et paysannes gémissent sous les bottes de la police et des militaires.

Mais le moment est proche où tous les groupes avancés et révolutionnaires s'uniront pour mettre enfin un terme aux agissements de ces « patriotes ». Cette situation est insupportable pour tous. La liberté de réunion est supprimée, la liberté de la presse n'est qu'une chimère. Des détachements de police perquisitionnent chez les ouvriers de la recherche de la littérature ouvrière. De ce pays réputé riche, de grandes masses émigrent tous les ans dans des pays d'outre-mer. Les consulats américains sont littéralement assiégés. Dans ces conditions, il est absolument indifférent si Nicolas Pachitch réussira à former un cabinet, ou non. Il est temps que tous les éléments avancés se réunissent et se mettent énergiquement à l'œuvre.

Les meilleurs de la nation souffrent, peinent, et les forces du peuple s'affaiblissent. Le régime actuel cherche à corrompre les larges masses populaires, à leur enlever l'espoir en un meilleur avenir. Nicolas Pachitch, les généraux blancs et leurs acolytes ne reculeront devant aucun moyen pour défendre leurs positions. C'est notre tour de réunir nos forces plus étroitement encore pour combattre la violence par la force. Ce n'est qu'ainsi que les peuples subjugués de cette prison qu'est la péninsule balkanique pourront reconquérir leur liberté. C'est l'union de tous les peuples et de toutes les classes opprimées des Balkans qui fera disparaître ce système exploiteur et criminel, dans lequel le fils du « créateur de l'Etat » est le premier parmi les voleurs et les extorqueurs.

Le moment du règlement des comptes est inévitable — il est proche.

Sava Simitich

Libérez le Dr Voukachine Markovitch!

Il est encore en prison. A peine a-t-il réussi à s'arracher aux griffes de la réaction serbe, et voici trois mois qu'il attend en vain sa libération de la prison de Vienne. Accusé d'une irrégularité de passeport, jugé et condamné pour cette infraction aux lois du pays à un emprisonnement de quelques jours, il reste toujours détenu en prison. Pourquoi les autorités ne le relâchent-elles pas? Que pense-t-on faire de lui?

On sait que le gouvernement serbe demande la tête du Dr Voukachine Markovitch. Il exige son extradition. Pour quels motifs? Le Dr Voukachine Markovitch aurait commis au Montenegro des crimes de droit commun; il aurait assassiné l'ingénieur Miouchovitch.

Cette accusation est odieusement mensongère. C'est un procédé commun au gouvernement oppresseur de Belgrade, et du reste à tous les gouvernements de réaction et de fascisme dans les Balkans, que d'user de pareils mensonges et faux pour saisir et abattre ses victimes. La camarilla de Belgrade, halétant sous le poids de ses crimes odieux contre les peuples serbe et autres qu'il opprime en Yougoslavie, a également recours à de pareilles infâmes calomnies pour essayer de se débarrasser des meilleurs représentants des peuples gémissant sous son poing de brute. Au procès de Cettigné, il a été prouvé, établi, que l'assassinat de Miouchovitch, que le gouvernement serbe impute si éhontément au Dr Voukachine Markovitch, a été commis par les agents du renégat Plamenatz, qui a vendu la cause du peuple montagnard à l'impérialisme italien et qui est maintenant au service de la réaction serbe.

Mais cette accusation du gouvernement serbe n'induit personne en erreur. Le Dr Voukachine Markovitch est un homme que les peuples des Balkans connaissent bien. Il est l'idole du peuple monténégrin, l'incarnation de la lutte de ce brave peuple pour sa libération. Chaque Monténégrin, chaque habitant des Balkans, sait que le Dr Voukachine Markovitch n'a jamais commis de crime dans sa vie, qu'il est un de ces révolutionnaires purs des Balkans qui ont lutté pendant toute leur vie pour la cause de leur peuple opprimé, pour la cause des peuples esclaves dans les Balkans.

Mais le Dr Voukachine Markovitch est connu non seulement dans les Balkans, mais dans l'Europe toute entière. Le prolétariat européen connaît depuis 30 ans ce militant infatigable de la cause populaire. Il sait que le Dr Voukachine Markovitch n'est pas un criminel. Il sait qu'il est un révolutionnaire, un révolutionnaire pur.

Le Dr Voukachine Markovitch ne sera pas extradé!

Il sera libéré! Il sera mis en liberté pour pouvoir continuer à mettre son expérience et son dévouement au service de la cause populaire, pour pouvoir continuer à servir cette cause comme il l'a fait jusqu'ici avec courage et abnégation.

N. Kalinovskiy

A propos du dernier attentat en Italie

Les dépêches nous ont annoncé la nouvelle d'un attentat à Brindisi: un Albanais a tiré trois coups de revolver sur le major Chevket Kortcha; le major n'a pas été blessé; l'agresseur a été arrêté.

Chevket Kortcha est un révolutionnaire bien connu en Albanie. C'est un des travailleurs pour l'indépendance albanaise depuis le commencement et à travers les zig-zag de la vie politique de l'Albanie jusqu'aujourd'hui. Au cours des dernières années surtout, son nom est étroitement lié aux plus importants événements qui se sont déroulés dans le pays et dans lesquels il a joué un rôle des plus actifs. La plus grande partie de la carrière politique du dictateur actuel Ahmed Zogou a été faite avec l'appui, ou pour mieux dire par le travail même de Chevket Kortcha qui a été l'un des meilleurs amis et collaborateurs de Zogou jusqu'au moment où il s'est aperçu quelles étaient les intentions réelles de ce dernier. Alors, les chemins par lesquels devaient marcher l'amour de la nation et la trahison durent se séparer, et chacun prit sa propre route. Chevket Kortcha et les autres patriotes s'insurgèrent et organisèrent la révolution de juin 1924, au cours de laquelle Chevket commandait les forces du Sud qui occupèrent Berati, dont la prise fut décisive pour le développement ultérieur des événements et de la victoire du mouvement révolutionnaire. Ahmed Zogou fut obligé de quitter l'Albanie avec ses amis, et il ne rentra, par la suite, dans le pays qu'avec l'appui de l'étranger, en décembre 1924. Les patriotes albanais, dont Chevket, obligés à leur tour de quitter le pays, se rendirent à Brindisi. Une grande partie de ces émigrés attendent encore dans cette petite ville des jours meilleurs pour pouvoir rentrer dans leur patrie, pour la liberté de laquelle ils ont si longtemps et si âprement lutté. Et c'est à Brindisi qu'eut lieu l'attentat, le 21 avril dernier.

Les dépêches ne nous donnent pas le nom de l'agresseur, mais ceci n'a aucune importance. Ce sera un assassin quelconque qui a commis l'attentat pour de l'argent. L'auteur principal, l'auteur véritable du crime se trouve en Albanie et dirige actuellement les destinées du pays. C'est Ahmed Zogou, le dictateur albanais.

Ce n'est pas la première fois qu'Ahmed arme la main d'un assassin. Il l'a fait maintes fois tant en Albanie qu'à l'étranger. C'est à l'étranger que l'année dernière L. Gurakouki est tombé victime d'Ahmed Zogou. Et tous les Albanais savent que l'auteur de ces assassinats est toujours le même. Il est d'ailleurs notoire que de nombreux assassins guettent leurs victimes dans les villes où se trouvent des émigrants politiques albanais.

L'attentat contre Chevket n'est pas venu inopinément: on s'attendait à cette tentative de meurtre comme on s'attend à beaucoup d'autres encore. Le dictateur de l'Albanie, qui ne se maintient au pouvoir que par la violence, ne conçoit pour son « administration » d'autres moyens que la terreur dans le pays et à l'étranger. Le tyran de Tirana croit que tout peut s'arranger s'il fait assassiner quelques adversaires politiques. Il croit pouvoir ainsi éterniser sa tyrannie sur le peuple albanais. Ayant pratiqué ces méthodes dès sa jeunesse, lorsque son influence ne s'étendait qu'à son village natal et à la province de Mati, il n'a pas changé de tactique aujourd'hui que les intérêts du capitalisme étranger l'ont mis à la tête de l'Albanie et placé sous son joug une grande partie du peuple albanais. Mais nous savons, nous autres, que ce n'est pas en faisant assassiner des adversaires politiques qu'on peut gouverner un pays, et nous considérons la tyrannie d'aujourd'hui comme un de ces caprices passagers dont l'histoire a des exemples en abondance.

Les dépêches nous disent que les balles n'ont pas du tout touché Chevket et nous nous en félicitons. Les montagnes de l'Albanie le verront encore une fois, à la tête de ses camarades d'émigration, chasser les épais nuages de réaction qui les couvrent. Car le peuple albanais a vu d'autres temps aussi pénibles, mais il en est toujours sorti, quoique avec beaucoup de sacrifices.

La tyrannie d'Ahmed Zogou prendra aussi fin, et cela plus tôt qu'on ne le croit; mais avec lui doit prendre fin aussi tout le régime féodal de l'Albanie. Zogou n'est pas le seul responsable de tout ce qui se fait actuellement dans le pays, de l'asservissement politique et économique du peuple albanais; il a comme complices toute la classe féodale qui a contracté avec lui vis-à-vis de

l'étranger des engagements contre l'indépendance du peuple albanais, et qui l'a aidé à asservir le peuple pour conserver sa position prédominante. D'ailleurs, le féodalisme, et surtout le féodalisme albanais, né de la trahison et nourri du sang du peuple albanais, ne peut produire que des types comme Ahmed. C'est pourquoi il faut prendre des mesures pour anéantir définitivement l'influence politique de ce féodalisme.

Il y a aussi d'autres personnes n'appartenant pas à la classe féodale qui soutiennent le régime actuel et qui sont par conséquent aussi responsables des maux dont souffre le pays. Et nous sommes persuadés que ces gens subiront également les conséquences du réveil de la conscience populaire.

Nous voulons dire encore quelques mots sur la justice italienne, entre les mains de laquelle se trouve l'assassin.

Le souvenir du procès de l'assassin de Gurakouki (et ceux des meurtriers de Matteotti et de Tchaouloff) est encore par trop récent pour nous faire des illusions sur le nouveau procès. Peut-être condamnera-t-on l'agresseur parce qu'il portait sans permis spécial une arme prohibée — et ce sera tout. La justice italienne est composée de ceux qui ont acquitté l'assassin de Gurakouki (et celui de Tchaouloff, et ceux de Matteotti, etc.) en essayant de lui donner l'auréole du patriotisme; ce sont des serviteurs des capitalistes, de ces mêmes capitalistes qui se sont fait octroyer la concession de la Banque Nationale d'Albanie et tant d'autres.

Ce sera peut-être une occasion pour le gouvernement italien de spéculer sur cet attentat, peut-être demandera-t-il à Ahmed quelques nouvelles concessions, pour ne pas laisser se dérouler devant le tribunal toute l'histoire de l'attentat, commis sur l'instigation d'Ahmed. Mais peut-être aussi les capitalistes italiens se contenteront-ils de tout ce qu'ils ont déjà reçu en Albanie. Leurs acquisitions sont si grandes qu'ils peuvent bien mettre en liberté plusieurs assassins de patriotes albanais.

A. Devolli

Les Croates et le nouveau gouvernement yougoslave

Dans l'Assemblée Nationale de Belgrade, on suit, sans s'en émouvoir particulièrement, la lutte des deux Gêrontes qui essayent mutuellement de se briser l'échine sur l'arène politique. Cette lutte des deux leaders de l'impérialisme serbe masqué et non masqué et du chauvinisme national, vils politiciens d'une égale bassesse de caractère, nous révèle le processus de désagrégation de la plus grande oligarchie de l'époque moderne. Les radicaux et leur « parti national » étaient cette source intarissable de toutes les machinations exécrables, à commencer par Corfou jusqu'à la Constitution de Vidovdan, tendant à empêcher toute manifestation du mouvement national. Les leaders radicaux ont foncé sur la nation comme des vautours et des corbeaux pour piller et dévaliser les larges masses. Ils ont agi de la sorte partout et avec un zèle tout particulier en Croatie et dans les régions habitées par des Croates. Le gouvernement et la bourgeoisie serbes ont considéré la Croatie comme une colonie, et une bataille quelconque à Kaimakchalan leur a semblé une raison suffisante pour vivre aux frais du peuple croate en s'installant en maîtres en Croatie. Dans l'armée, dans la gendarmerie, dans l'administration, tout ce qui est croate est repoussé avec une haine à peine déguisée. La plus grande partie des dépenses de l'Etat serbe, état gaspilleur et dissipateur des deniers publics, retombe sur les épaules du paysan et de l'ouvrier croates. A la place des fonctionnaires croates, les « frères libérateurs » nous envoyèrent de vulgaires criminels. Il arrive plus d'une fois qu'on nomme au poste de préfet d'une florissante et calme région industrielle croate un chef de bande quelconque ayant déjà subi de multiples condamnations ou un sous-officier hors service, qui y apporte la civilisation et la liberté par le bâton et le revolver.

Les bases de notre vie économique et culturelle sont détruites avec une haine féroce par ceux qui nous prêchent toujours l'unité nationale intégrale. Ce sont les Croates qui fournissent à eux seuls deux tiers environ de tous les impôts et revenus étatiques, et tout ceci s'en va dans le « sac du diable » comme l'avoua publiquement le ministre royal Stéfane Raditch. Toutes les dépenses de l'Etat ne sont faites que dans l'intérêt de la clique radicale sans aucune considération des véritables besoins de l'Etat. Pendant ces sept années de l'existence de l'Etat S. H. S., au cours desquelles les conquérants avides arrachèrent des milliards et des milliards à la fortune nationale, ils n'ont fait aucune dépense productive en Croatie et dans les régions habitées par des Croates. Ils détruisent systématiquement les institutions culturelles créées par les Croates. Les hôpitaux sont dans un état épouvantable. Les routes sont devenues impraticables. Pendant longtemps, l'Académie des Sciences de Zagreb a dû restreindre ou complètement arrêter ses précieuses publications, car les nouveaux potentats avaient refusé de continuer les subventions étatiques que, depuis sa fondation en 1861, l'Académie avait toujours régulièrement reçues des anciennes autorités. Et ce, malgré que cet Institut ait fourni des travaux très précieux pour la science et l'art yougoslaves, parti-

culièrement dans le domaine des études de l'histoire et de la langue des Serbes et des Croates — malgré qu'il se soit nommé « yougoslave » et non « croate » et que, par ses représentants, ses œuvres, etc. il ait travaillé à la réalisation de la politique et de l'idée « de l'unité nationale des Serbes et des Croates », l'idée qui remplit toute la vie de son fondateur l'évêque Strossmayer.

La jeune Université croate de Zagreb fut complètement entravée dans son activité par l'avènement de l'impérialisme grand-serbe qui jeta sur le pavé les meilleurs professeurs parce que ces derniers n'étaient pas disposés à renier leur passé et à courber l'échine devant les nouveaux maîtres de la Croatie. Et à leurs places, les libérateurs installèrent des éléments incapables et ignorants, bons seulement à rendre des services de bourreaux. L'un de ces « savants » fut appelé à la chaire d'ethnologie, bien qu'il ignorât même l'existence de cette science.

Les ouvriers croates qui essayent d'obtenir une légère amélioration de leurs tristes conditions de vie s'exposent par là aux pires brutalités policières. Des détachements de gendarmerie, postés dans chaque mine et dans chaque scierie, sont toujours prêts à étouffer dans le sang la moindre velléité de résistance des ouvriers. Les comités locaux du parti radical et les fonctionnaires serbes traitent la Croatie en pays conquis. Les ouvriers croates se voient privés de la liberté de coalition à laquelle même le régime militariste des Habsbourg n'a pas touché. Les paysans croates peinent sous de lourdes charges fiscales et sous l'arbitraire des organes de la police et du gouvernement. Dans quelques parties de la Croatie, des villages entiers sont déserts, parce que le peuple a abandonné ses foyers et ses biens, cherchant son salut dans l'émigration.

Ces atrocités n'ont pas cessé après la honteuse capitulation des chefs du parti paysan croate et l'entrée des « cinq ministres paysans » dans le gouvernement. C'est pour sauver leur peau que les chefs du mouvement révolutionnaire des paysans croates firent leur soumission au gouvernement de Belgrade.

Les radicaux menacèrent Stéfane Raditch de le jeter de nouveau en prison sous accusation de menées communistes et de rapports avec l'Internationale Paysanne de Moscou, respectivement avec le gouvernement de Moscou.

Raditch — le Brave — et ses héroïques acolytes Matchek, Predavetz, Kochoutitch et Krnjevitich, qui, dans les prisons de la police de Zagreb, connurent pendant longtemps et de bien près l'école politique, et qui apprirent ce qu'était que la sagesse étatique des radicaux, virent leurs têtes en danger et se soumièrent, pleins de repentir, au roi et aux radicaux serbes. Maté Yagatiitch, Stjepan Ufoitch, les meilleurs et plus hardis représentants des paysans, ne voulant pas trahir leur peuple, se séparèrent des renégats et fidèles aux idéaux du peuple croate, à son indépendance, à la Fédération des peuples balkaniques, ils continuaient la lutte contre le centralisme de Belgrade et les potentats radicaux.

Un autre groupe des partisans paysans de Stéfane Raditch se joignit à l'Union des ouvriers et des paysans, qui se forme actuellement partout après la dissolution par la police du parti communiste.

Une grande partie des paysans croates croit toujours encore aux promesses de Stéfane Raditch; elle ne considère pas sa chute comme définitive, ni son entrée dans la clique corrompue de la cour, des généraux et des radicaux comme sincère. Les paysans sont convaincus — et les députés du parti Raditch en parlent dans des réunions confidentielles — que tout ceci n'était qu'une comédie, le moment de la révolte n'étant pas encore venu et Raditch ne voulant pas pousser la population paysanne sans armes devant les mitrailleuses de la soldatesque. Ils croient que Raditch attend toujours le moment propice pour brandir l'étendard de la révolution qui aboutirait à l'affranchissement de la Croatie et des autres peuples balkaniques, à la formation de la libre Fédération Balkanique des ouvriers et des paysans. Ces mêmes députés assurent à leurs électeurs que toute effusion de sang serait inutile jusqu'à ce que l'union des forces progressistes et nationales des Balkans n'aura pas été réalisée. Ils disent aussi que cette union se fera dans un proche avenir.

Mais une importante fraction des paysans croates reste sceptique. Ces paysans, gagnés peu-à-peu par la méfiance, ne croient plus à la lettre ce que leur racontent les chefs du parti Raditch. Aussi, une scission s'est produite dans les rangs jusqu'à présent indéfectibles des paysans croates. Une partie en est restée fidèle à Stéfane Raditch. Ce sont ceux qui restent aux côtés de Raditch par la force des souvenirs communs, du travail d'organisation de vingt années au cours desquelles s'est accomplie l'émancipation des paysans croates de leurs partis petits-bourgeois et s'est formé leur parti à eux s'inspirant des intérêts et du désir d'affranchissement des paysans croates.

Une deuxième partie, avec Yagotitch, Urbitch et Pomo Yatza-betitch, co-fondateur du parti, ainsi que de nombreux intellectuels croates, brandissent l'étendard de l'indépendance croate et n'attendent leur salut que de la Fédération des peuples balkaniques.

Une petite mais importante partie s'est jointe, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à l'Union des ouvriers et paysans, dans la

ferme conviction que c'est l'action révolutionnaire, en front unique avec les autres groupes révolutionnaires des Balkans, qui seule peut abattre les tyrans de Belgrade.

Les élections communales en Dalmatie nous montrent nettement la dislocation du parti Raditch. Aux dernières élections parlementaires, ce parti, avec sa devise de : « nous voulons une libre république paysanne croate », malgré une terreur inouïe et sans possibilités de propagande et sans une propre presse, a obtenu le succès de plébiscite. Dans la province de Sinj, à

Smotski, 90% de tous les électeurs ont voté pour le républicain Raditch. Et maintenant, depuis que le parti est entré au gouvernement, l'enthousiasme des masses a profondément baissé; ce même parti, aujourd'hui parti du *Ministre Royal Raditch*, n'a pu réunir aux élections municipales qu'à peine la moitié des voix. En même temps, à Split, capitale de la Dalmatie, l'Union des ouvriers et des paysans a réuni la majorité relative des voix.

Ceci indique nettement le chemin à suivre, et que suivra au moment donné le peuple croate.

Miro Devtchitch

REVUE DE LA PRESSE

Presse autrichienne

Comment sont « faites » les élections en Roumanie?

L'*Arbeiter-Zeitung* de notre ville écrit dans son numéro du 26 mai :

« Aversco est l'allié du député antisémite et fasciste Cuza. Dans les régions où l'état de siège a été proclamé, seuls les euzistes sont autorisés à tenir des réunions. Aversco lui-même caresse l'idée d'une dictature fasciste. En même temps, Cuza qui, avec ses partisans, fait chasser des Universités les étudiants allemands, magyars et juifs, est le champion de l'extrême nationalisme grand-roumain. Mais ceci n'empêche ni les Saxons de la Transylvanie, ni les Magyars, et ni les Juifs sionistes de conclure un pacte électoral avec Aversco et de dresser des listes communes.

C'est avec ces éléments hétéroclites qu'Aversco mène la lutte. Une véritable lutte dans laquelle il y a beaucoup de morts et plus encore de blessés. Aux dernières élections de 1922, Bratiano fit voler les urnes électorales et corrigea de la sorte l'infortune électorale. Aversco est plus prudent. Voyant la révolte grandissante contre ces tripotages électoraux, il craint que cette méthode, pourtant si simple, ne soit plus efficace. Il a créé un système de terreur sans précédent même en Roumanie, qui, cependant, est habituée au tabac fort. Le général Stefanescu, commandant en chef de la gendarmerie, a adressé au début même de la campagne électorale « aux brigades, régiments et compagnies » des instructions confidentielles dont nous reproduisons quelques passages :

« La propagande pour les élections générales devant bientôt commencer, il est nécessaire de prévenir des actes qui pourraient troubler l'ordre et la sécurité publiques tant pendant la campagne électorale que pendant les élections elles-mêmes; aussi faudra-t-il appliquer les mesures suivantes :

a) En accord avec les préfectures et les organes de la sûreté générale, il faudra commencer, dès la réception de la présente, à étudier les opinions dans chaque commune rurale, afin de savoir à temps comment il faudra répartir les moyens disponibles. Cette mesure de précaution est de la plus haute importance, surtout dans les conditions actuelles, où les malfaiteurs contre la nation, sous le manteau de la propagande électorale (terrain propice), conspirent contre la sécurité de l'Etat, la Couronne, l'Armée et la forme du gouvernement. »

La circulaire contient ensuite des dispositions d'après lesquelles tous les congés doivent être retirés, pour avoir sous la main un plus grand nombre possible d'effectifs de gendarmerie. Puis, un système d'espionnage y est élaboré et exposé avec les plus minutieux détails. Les droits constitutionnels du peuple sont assurés de la manière suivante :

« Quoique la liberté de réunions existe, les chefs des postes de gendarmerie devront quand même tâcher d'apprendre à temps quand des réunions seront tenues dans leurs rayons. Ils sont obligés d'y assister, et s'ils constatent que les idées ad 1) y sont propagées, ils doivent intervenir et appliquer les mesures légales. Dans ces occasions, les gendarmes doivent faire preuve de beau-coup de tact.

Dans les zones où l'état de siège est proclamé, des réunions ne peuvent se tenir qu'avec l'autorisation du commandant militaire de la région.

Jour et nuit, des patrouilles de gendarmerie doivent être envoyées dans toutes les directions, surtout dans les localités éloignées, et il faut chercher à apprendre si des personnes étrangères y séjournent et quels sont leurs véritables buts. Ces personnes devront être prudemment et discrètement surveillées, afin que ceux qui ont l'intention de fomenter des troubles soient découverts. »

C'est donc conformément à ces instructions que travaillent les gendarmes ! Des réunions de l'opposition ne sont point tolérées, les affiches, les tracts électoraux etc. sont confisqués, les orateurs socialistes et tsaranistes sont arrêtés et expulsés de ces endroits.

Le secrétaire-général du parti paysan, Virgil Matgearo, déclare dans une interview à l'*Adeverul* de Bucarest :

« Ce que la presse publie sur la terreur électorale n'est qu'un pâle reflet de la réalité. On demande sans se gêner le moins du monde aux juges s'ils veulent acquiescer aux falsifications des résultats des élections. On force les médecins de signer des déclarations d'après lesquelles de larges régions seraient contaminées par des maladies contagieuses et devraient être complètement isolées. Quand aux officiers, ils doivent s'engager sur parole à employer tous les moyens pour rendre impossible la victoire de l'opposition ! »

Sur le même sujet, l'*Arbeiter-Zeitung* avait déjà publié le 16 mai la dépêche suivante de son correspondant de Bucarest :

« Une réunion d'électeurs a été convoquée par le parti paysan dans la ville de Kalarach près Kichenev. Les gendarmes reçurent cependant l'ordre d'empêcher cette réunion à laquelle devaient participer aussi les anciens ministres Halippa et Stere. Comme les paysans n'obtempéraient pas à l'ordre de se disperser, les gendarmes firent feu dans la masse et blessèrent grièvement plusieurs paysans. Puis fut organisée une chasse contre les paysans, et une centaine en furent arrêtés et tellement maltraités que l'un d'entre eux succomba à ses blessures. »

D'autre part, les partis paysan et national adressèrent en commun un appel à la magistrature (qui préside aux élections), et à l'armée (qui les « fait »). Nous lisons dans cet appel :

« Par la terreur, par des arrestations illégales, en empêchant la circulation, en confisquant les manifestes, en interdisant les réunions, en refusant de délivrer les cartes d'électeur, le gouvernement, par un simulacre d'élections, veut tirer des urnes ses propres candidats. En fait, le gouvernement veut nommer les représentants de la nation, renversant ainsi la base du fonctionnement normal et constitutionnel de notre Etat.

Les illégalités commises par le pouvoir exécutif sont sans précédent dans notre vie politique. Nous nous trouvons sans aucun doute en face d'un véritable coup d'état. Les gendarmes, détenteurs de la force publique, qui devraient être les défenseurs de l'ordre, ont été transformés en aides-bourreaux du gouvernement; ils tirent sur les candidats de l'opposition — (le candidat Nicolasesco, du département de Jalomitsa, a été blessé — les candidats Cazaciou et Luncesco à Kalarach près de Kichenev, ont échappé comme par miracle aux salves des mitrailleuses, qui ont tué cinq paysans et blessé nombre d'autres, N. D. L. R.); ils terrorisent et maltraitent les électeurs, empêchent la libre circulation, arrêtent au petit bonheur, faisant tous ces abus par ordre supérieur.

Les préfets, sans aucune honte, prennent la parole dans les assemblées électorales; leurs subalternes sont transformés en agents électoraux; des généraux en service actif donnent des ordres pour commettre des illégalités. »

Quant au « véritable coup d'Etat », l'*Adeverul* du 22 mai rapporte le dialogue suivant entre un homme politique d'opposition et un partisan du gouvernement :

« Le premier : Pourquoi tant de rage électorale contre nous ? Sans doute parce que vous sentez le formidable courant en notre faveur ?

Le second : Pas du tout — mais nous devons être absolument sûrs de réussir.

Le premier : Et si vous ne réussissez pas malgré tout ?

Le second : Nous placerons des gendarmes à la porte du Parlement pour que vous ne puissiez y pénétrer. »

Presse roumaine

Elections sous la dictature militaire

L'*Aurora* du 30 avril relate les faits suivants, au plus haut point caractéristique du régime inauguré par le général Aversco :

« Au poste de préfet du district d'Ardjèche a été nommé le colonel Yordakesco, officier de l'active et ancien président du Conseil de guerre du 2^e Corps d'armée (c'est le colonel Yordakesco qui a présidé tous les procès politiques des deux dernières années, N. D. L. R.). Mais cette nomination n'a pas paru suffisante au gouvernement pour lui assurer la victoire électorale. En conséquence, tous les sous-préfets du district d'Ardjèche ont été affectés, « dans l'intérêt du service » à l'administration centrale

du ministère de l'intérieur à Bucarest, et remplacés par des officiers de l'active ».

Parlant de la terreur dans le district de Teleorman, le même journal écrit :

« Le samedi, 24 avril, ont été arrêtés sur la grande route 40 paysans du village de Bivolitza qui se rendaient à Alexandrie (chef-lieu de la sous-préfecture) pour faire enregistrer une liste de candidats. Emmenés au commissariat, ils y ont été sauvagement maltraités.

Un certain Stan Popesco, paysan enrichi sur la peau des autres paysans, propriétaire d'automobile et candidat figurant sur la liste averescane, présidait la torture et ordonnait le nombre des coups de matraque pour chacun des 40 paysans. Les hurlements et les gémissements étaient entendus dans la rue jusqu'à 200 mètres de distance. « Que ceci vous serve de leçon et de souvenir pour que vous ne dressiez plus de liste sans mon consentement » leur disait Stan Popesco en ricanant.

Les paysans relâchés après un certain temps, se traînèrent jusqu'à leurs maisons, en grinçant des dents, contenant leur révolte ; et ils disaient : « Eh bien, dans ce pays il n'y a plus de lois, ni de justice. Frères, préparons-nous pour nous faire nous-mêmes des lois et de la justice. »

L'*Adeverul* du 2 mai publie ce document caractéristique :

*Ne pas l'enregistrer
Le garder à titre confidentiel
Circulaire n° 1718*

Aux Sections de gendarmerie,

Conformément à l'ordre verbal de M. le Préfet, vous recommanderez aux chefs de postes de votre section d'empêcher entièrement toute propagande, affichage, etc., n'émanant pas des partis gouvernementaux ou de la ligue nationale chrétienne. Les agitateurs devront être arrêtés et amenés à la compagnie par le chemin le plus court ou, s'ils circulent en automobiles, escortés par les chefs de postes et les gendarmes disponibles.

Le présent ordre doit être communiqué aux maires, aux notaires et à tous les agents de la force publique.

Signé : capitaine Sfetesco,

commandant de gendarmerie du district de Vlachka

L'*Arbeiter-Zeitung* de notre ville écrit à ce sujet, en reproduisant ce document :

« De pareilles instructions ont été envoyées à tous les postes de gendarmerie. Et elles sont bien promptement exécutées. A côté des agitateurs de moindre importance ont été arrêtés à Soroka le chef paysan et ancien ministre Halippa et à Kichinev le professeur d'Université Constantin Stere. »

Les anciens députés du Sfatul Tsarii protestent

A propos de la terreur qui, à l'occasion des élections, a pris des proportions et des formes jusqu'alors inconnues en Bessarabie, le *Vitorul*, journal de M. Bratiano, du 20 mai dénonce l'« antipatriotisme » du parti paysan qui se permet de protester contre la terreur électorale :

« Les tsaranistes (parti paysan) préparent une protestation des anciens membres du Sfatul Tsarii de Kichinev (ancien parlement de la Bessarabie en 1917—1918), contre la situation créée en Bessarabie après l'union. Il n'est pas nécessaire d'insister sur cette action qui atteint notre unité nationale. C'est particulièrement M. Pan Halippa (l'ancien président du Sfatul Tsarii) qui, sous ce prétexte de « protestation », essaie de ressusciter le Sfatul Tsarii de 1918 pour le présenter comme une sorte de parlement spécial de la Bessarabie en dehors des Corps législatifs de la Grande Roumanie. La tendance séparatiste et régionaliste d'une pareille action de « protestation » est évidente. »

Comme on le voit, le spectre du Sfatul Tsarii, chassé et dispersé par des baïonnettes en 1918, effraie toujours l'oligarchie.

Le directeur-général des prisons roumaines... arrêté

Le commandant Cernat, ancien commissaire du roi dans le procès des 300 communistes (1922), et nommé, en récompense de ses services rendus à l'oligarchie dans la lutte contre le péril bolchévique, directeur-général des prisons, a été arrêté. Les motifs de son arrestation ? Des escroqueries et des détournements commis dans sa qualité de directeur-général des prisons et s'élevant à 20 millions de leis. Le 15 mai, le tribunal de Bucarest a reçu la confirmation du mandat d'arrêt lancé contre Cernat. La manière dont l'inculpé se défend présente un intérêt spécial. Dans le courrier judiciaire du journal *Universul* du 17 mai, nous lisons (*l'Universul* est un journal ami de Cernat) :

« ... A cette occasion (devant le tribunal — *N. D. L. R.*) la légende nébuleuse de la richesse fabuleuse attribuée à l'inculpé a été éclaircie. La défense a prouvé que la vigne de M. Cernat et son palais de Bucarest ont été achetés avec de l'argent que la *Banca Romanesca* (banque du parti libéral — *N. D. L. R.*)

lui a prêté sous la garantie de quelques personnes politiques solvables (des anciens ministres libéraux — *N. D. L. R.*), comme un encouragement du gouvernement pour ses services dévoués rendus à la justice militaire et à la sûreté de l'Etat comme commissaire du roi dans divers procès politiques. »

Presse thrace

La misère des réfugiés en Bulgarie

Nous avons dépeint à maintes reprises la misère des réfugiés thraces, macédoniens, etc. dans la Bulgarie « fraternelle ». Nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs une constatation officielle des agissements des organes du pouvoir bulgare.

La *Trakia* écrit dans son numéro du 8 avril :

« Dans les réunions tenues par les réfugiés des arrondissements de Yambol, Elhovo, Popovo, et autres, en Bulgarie, et à la conférence des maires et des secrétaires de mairie convoquée sur l'initiative de M. Kumurdjiev, inspecteur à la Direction Foncière, il a été relevé qu'aucun village n'avait reçu des terres en propriété, mais qu'on en avait loué à des particuliers ; que les conseils municipaux ont fait preuve d'une négligence criminelle vis-à-vis des réfugiés et qu'ils manifestaient même une opposition contre l'installation de ces derniers dans leurs communes en refusant de leur allouer des terres sous prétexte qu'il n'y en avait pas de disponibles, tout en déclarant aux organes de la Direction Foncière que les réfugiés avaient déjà été satisfaits et qu'ils n'avaient plus besoin de rien.

Cette indifférence et cette obstruction criminelles des organes du pouvoir rendent impossibles les conditions d'existence de nos exilés et de nos réfugiés et vouent à une mort certaine ici, dans la Bulgarie fraternelle, ceux qui jouissaient d'un bien-être enviable dans la Thrace fertile.

La responsabilité de cette situation incombe au pouvoir central, qui remet l'accomplissement de son devoir aux calendes grecques. » (C'est, en effet, le pouvoir central qui porte toute la responsabilité dans ce cas comme dans celui des réfugiés macédoniens, dobroujanais, etc. *N. D. L. R.*)

Les télégrammes suivants ont été adressés au nom des réfugiés au Ministère de l'Intérieur bulgare :

Haskovo, le 30 mars 1926

« Soixante-dix familles de la Thrace occidentale, internées, persécutées, pillées par les autorités grecques, et enfin réfugiées en Bulgarie, étaient venues s'installer il y a huit mois au village de Beykeuy dans l'arrondissement de Haskovo. Ces gens, privés de toutes ressources, se trouvent dans une situation désespérée. Malgré leurs multiples démarches auprès du préfet et du chef de l'arrondissement pour solliciter du secours, personne n'entendit leur cri désespéré. La plupart des enfants sont morts, n'ayant pu résister aux privations. Tous ces réfugiés sont voués à une mort certaine. Leur vie représente un tableau bien plus terrifiant que l'enfer de Dante. Leur grand péché est d'être des Bulgares. Et, en présence de cette épouvantable situation, les autorités, qui sont obligées de sauvegarder notre race, sont non seulement indifférentes, mais augmentent encore les souffrances de ces malheureux : elles n'exécutent même pas les ordres de la Direction leur enjoignant de distribuer aux réfugiés des secours pécuniaires et des terres à cultiver. Nous sollicitons l'octroi d'un secours provisoire immédiat afin de sauver ces malheureux de la mort de faim et demandons la transmission des ordres nécessaires aux autorités auxquelles incombe le devoir de s'occuper du sort de ces réfugiés.

Pour le président de la Société *Trakia*
Poptrandafilov

Kavakli, le 2 avril 1926

Plus de 50 veuves thraces et macédoniennes, accompagnées de leurs enfants, envahirent aujourd'hui la mairie pour demander de la farine. Voyant leur demande refusée, la plupart d'elles y laissèrent leurs enfants à demi-morts de faim et s'en allèrent. Les enfants sont dans l'agonie de par la privation de nourriture. Des cas de morts de faim sont imminents. Nous sollicitons d'urgence l'envoi de secours.

Le maire : Liavtchev
L'adjoint : Moutavdjiev

Presse grecque

D'où vient Pangalos ?

Sous ce titre *l'Elephtheron Vima* publie un article de M. D. Nakos, dont nous extrayons les passages suivants :

« Après avoir vu se succéder deux Assemblées Nationales, dignes de crachats, que tour à tour les dirigeants des deux partis ont nommés — car elles ne furent pas élues par le peuple — et écuré des vols et de la corruption des fonctionnaires, le peuple grec, digne d'un meilleur sort, a été gagné par l'indifférence.

« C'est pourquoi il ne va plus se faire inscrire sur les listes électorales, préférant s'abstenir du vote.

» Et voilà d'où est née la dictature de Pangalos ! De l'indifférence générale du peuple ! C'est avec un triste soupir de lassitude que le peuple a vu la dissolution de l'Assemblée, la poursuite des chefs de notre parti dans la Chambre ; car il voit dans la personne de M. Pangalos le fléau de Dieu qui a voulu nous châtier pour toutes nos stupides erreurs et nos crimes contre la République !

Voilà comment M. Pangalos fit son apparition sur la scène. »

Presse bulgare

« Pas un sou aux étrangers »

Le mouvement xénophobe en Bulgarie

Le journal *Narod* du 26 avril 1926 écrit sous le titre « Pas un sou aux étrangers » :

« Des gens qui prétendent aimer notre patrie et déclarent partout ne vivre que pour le bien-être de la Bulgarie, font la guerre aux étrangers dans tout le pays. A Sofia, par des affiches, ils ont adressé à la population bulgare l'appel suivant :

« A l'occasion de la fête bulgare de Pâques, pas un sou aux étrangers ! n'achetez que dans les magasins bulgares ! »

Le peuple achète là où il trouve les articles de la meilleure qualité et le meilleur marché ; nul autre que lui-même n'est le maître de sa bourse !

Et ce cri xénophobe est jeté précisément en ces jours pénibles où la Bulgarie souffre plus que jamais de la pénurie d'argent ; où, malgré la froideur de l'Europe, elle est obligée de solliciter les services des étrangers en leur demandant des prêts.

Il est temps de comprendre enfin que : qui ne peut parler, ne doit que se taire. »

Nous lisons aussi dans le *Radical* du 30 avril dernier :

« Nous relevons avec indignation l'apparition des appels proclamant le boycottage des commerçants et artisans non-bulgares. Car de pareils actes ne servent à rien, sinon à nous compromettre devant la démocratie européenne et à susciter d'inutiles conflits parmi les citoyens d'un même état. Nous n'avons aucune raison d'exciter le peuple contre les Juifs ou les Arméniens de Bulgarie. Les uns comme les autres sont de paisibles commerçants ou artisans, qui ont loyalement accompli, avec les citoyens bulgares, leurs devoirs envers l'Etat bulgare et qui supportent les conséquences des guerres auxquelles ils avaient activement participé.

Par les appels et les proclamations récemment affichés dans les rues de Sofia, on compromet le bon renom de la Bulgarie devant l'opinion étrangère, sans obtenir le moindre résultat pratique. Le marché ne connaît ni nations ni religions. Le principe de l'offre et de la demande demeure pour lui immuable. Le consommateur achète là où il trouve la marchandise de la meilleure qualité et le meilleur marché. Les appels des commerçants de telle ou telle nationalité ne peuvent produire absolument aucun effet. »

La querelle Liaptcheff-Tsankoff

Le *Zora*, journal inspiré par M. Liaptcheff, écrit dans son numéro du 22 avril dernier :

« On a remarqué ces derniers jours au Sobranié une nervosité particulière. Des questions locales, comme celle de l'élection des juges de la Cour régionale à Doupnitza et Loukovit, où l'on vit des députés du *Democraticheski zgovor* voter contre les candidats du gouvernement, sont discutées avec acharnement.

Sur de telles questions sans aucune importance politique, la majorité gouvernementale se divise et le gouvernement s'expose à des votes de méfiance.

M. Petroff a accusé M. Liaptcheff de s'immiscer dans les affaires locales intéressant ses collègues députés.

Nous ne discutons pas la question de savoir s'il faut préférer le

système Tsankoff ou le système Liaptcheff, pourtant il semble que la première tâche du cabinet soit de donner à sa politique un caractère cohérent et suivi... »

Il n'est pas exact de parler d'un système Tsankoff ou d'un système Liaptcheff ; car il n'existe pas de différences entre ces deux régimes. Le conflit ne consiste qu'en la « favoritisation d'amis personnels » — les deux dictateurs voulant chacun nommer à des postes lucratifs leurs amis les plus intimes. C'est ce que, naturellement, l'organe de Liaptcheff ne peut déclarer publiquement.

Faux-patriotisme

Le journal *Narod* du 24 avril dernier écrit :

« De louches organisations patriotardes entreprennent « au nom de la Bulgarie » une croisade contre les ouvriers étrangers et les commerçants d'autres nationalités en Bulgarie.

Cette campagne est faite tant par des affiches que par la presse. C'est ainsi, par exemple, que le journal *Borissovgradsko Echo* du 17 courant publie un article sous le titre « Défendons-nous », et où il est dit :

C'est un fait qu'il règne dans le pays une crise économique, financière et de chômage, et qu'il n'y a plus de pain pour les Bulgares, tandis que les étrangers vivent dans l'aisance. Après les guerres, la Bulgarie se transforma en un hôtel. De nombreux Russes, Arméniens, Juifs et autres s'y faufilèrent et s'y installèrent dans différentes branches de la production, et les réfugiés bulgares qui arrivent sans cesse demeurent là, sans travail, et sont obligés, de même que les ouvriers bulgares, à mourir de faim.

Il semble que le gouvernement éprouve une bienveillance spéciale pour ces menées, car autrement nous ne verrions pas surgir ces organisations louches qui ont pour fausse devise : « La Bulgarie avant tout. »

Quelles sont donc les intentions des auteurs et des partisans de ces tirades ultra-patriotardes ? N'excitent-ils pas à la persécution des malheureux ouvriers et des commerçants étrangers ?

La Bulgarie est « excellemment » représentée à l'étranger ; elle n'a donc pas besoin de la rage sauvage des patriotards pour être complètement soumise aux vainqueurs.

Gouvernants, posez-vous la question : ces patriotards ne sont-ils pas des agents provocateurs ? »

Appel des déportés à Henri Barbusse

On communique la lettre suivante adressée par les déportés des îles de la Mer Egée à Henri Barbusse :

Cher citoyen Barbusse,

Nous sommes 70 ouvriers, paysans, intellectuels déportés aux îles de Thyra, Anafi, Sikyno, Sarifo, Folegandro, Amorgo, Tino, Ikaria, Fournous, qui sont les plus éloignées et les plus stériles dans la mer Egée.

Le gouvernement Pangalos veut nous faire mourir de faim. Il nous a exilés dans les îles où il est impossible de trouver du travail.

L'Etat ne veut pas même nous accorder ce que la loi accorde aux brigands déportés.

A cause de la crise du mouvement syndical, la solidarité ouvrière ne peut nous aider. Nous sommes tous pauvres et n'avons rien à espérer de personne.

Nous tenons à ce que la présente lettre vous parvienne et nous vous prions de protester énergiquement et de faire savoir au prolétariat du monde entier que nous, les 70 déportés, nous sommes condamnés à mourir de faim.

Salutations.

(Suivent les noms non reproduits pour ne pas nuire à ces malheureux.)

PARTIE ALLEMANDE

Nach dem Freispruch von Tschauleffs Mörder

Das terroristische System der mazedonischen Autonomisten vor der europäischen Demokratie

Das Verbrechen der Reaktion

Wenn man die Nachkriegswelt betrachtet, so ist man erstaunt von der Wut der Gewalttätigkeiten, welche die reaktionären Parteien besetzt. Diese Parteien treten als die Kämpfer für die Ordnung hervor; sie bezeichnen die Männer der äußersten Linken, die Sozialisten und Kommunisten, als die Apostel der Unordnung, der Zerrüttung, der Zerstörung; sie beschuldigen sie, die ganze Welt dem Brande und dem Schlachten zu überliefern. Sie sind es jedoch, die morden, und die Männer der äußersten Linken sind es, die ihre Opfer sind.

Der weiße Terror Finnlands und Ungarns sind der bulgarischen Bartholomäusnacht vorangegangen. Die deutschen Rassen-schützer haben den italienischen Faschisten als Modell gedient. Kurt Eisner, Rathenau, Haase, Erzberger und so viele andere sind von dem Schicksal, dem später Matteotti und Amendola anheimgefallen sind, ereilt worden. Aber die Balkanländer haben sich in dieser tragischen Geschichte ausgezeichnet und der letzte Prozeß des Mörders von Tschauleff in Mailand hat an manche andere erinnert. Dieser Mörder wurde freigesprochen. Und wie würde er es nicht sein? Wie hätte die Regierung von Mussolini der Regierung von Liaptcheff nicht den Dienst erweisen sollen,

welchen zu erwarten die letztere alle Rechte hatte? Von den bulgarischen Meuchelmördern zu den schwarzen Hemden — der Unterschied ist nicht groß. Das Ideal, wenn man diesen Ausdruck würde gebrauchen können, ist dasselbe: den Mann, der die Diktatur bekämpft, zu vernichten; und die Mittel sind identisch: Revolver, Dolch und Knüttel.

Daß die bulgarische Regierung, jene Liaptscheffs wie früher jene Tsankoffs, die sich selbst treu gebliebenen Mazedonier, wie Tschaulleff einer gewesen, haßt und durch die abscheulichsten Mittel verfolgt, das ist kein Grund zum Staunen. In kurzen Intervallen sehen wir Belgrad, Sofia und Athen sich gegenseitig verächtigen und wieder in kurzen Intervallen sich einander nähern. Aber das, was sie alle ständig beherrscht, es ist der Haß gegen den revolutionären Mazedonier, der Wille, mit dem balkanischen Föderalismus ein Ende zu machen. Dieser Föderalismus, welcher durch sein bloßes Dasein an die Arbeiter und an die Bauern appelliert, welcher eine Republik gründen will, in welcher ein jedes der vereinigten Völker seine eigene Freiheit haben wird, kann von den Regierungen der Halbinsel nicht mit Wohlwollen gesehen werden. Weder Serbien unter Usunowitsch (und vor ihm Paschitsch), noch Bulgarien unter Liaptscheff (und vor ihm Tsankoff), noch Griechenland mit Pangalos (und vor ihm mit Papanastassi und andere) an der Spitze können sich mit einem Programm versöhnen, welches ihre jetzige Herrschaft bedroht. Alle drei halten die Mazedonier gefangen und der Föderalismus ist die letzte Form der mazedonischen Befreiung, das heißt, daß dieser Föderalismus ihnen einen Teil ihrer Untertanen wegrißt, das heißt, daß er die militaristische Basis der drei Staaten vernichtet, das heißt ferner, daß er zwei Monarchien und einer prätorianischen Republik als Herausforderung erscheint. Falls der Föderalismus stärker würde, so würden sich weder Alexander, noch Boris, noch Pangalos in Sicherheit fühlen. Es bliebe ihnen dann nichts anderes übrig, als ihre Koffer einzupacken und auf ihre schönen Einkommen zu verzichten.

Man versteht es wohl, daß die Föderalisten von den Regierungen der Unterdrückung und des Blutes, welche sich in die

Balkanhalbinsel geteilt haben, zu Tode verurteilt werden. Tschaulleff ist nicht unter den Kugeln eines Mörders gefallen, welcher aus eigener Initiative handelte. Die Idee und der Befehl sind von höherem Orte gekommen. Tschaulleff war in den Augen der Regierungen der Halbinsel (welche sich in solchen Fällen stets annähern und miteinander harmonisch vorgehen) ein Mann außerhalb des Gesetzes, ein öffentlicher Feind. Er wollte die Gerechtigkeit und die Freiheit. Welche Anmaßung! Ferner behauptete er, daß nur die Volksmassen selbst den Triumph dieser Gerechtigkeit und dieser Freiheit sichern könnten. Welche Unverschämtheit! Man erinnert sich des Wortes des Obersten, welcher im Kriegsgericht, nach Niederwerfung der Pariser Kommune, gegen einen Maurer das Todesurteil fällte: „Er ist ein Maurer und er erlaubt sich, eine Meinung zu haben!“

Aber die Meinung Tschaulleffs, sein Plan eines befreienden und Friede spendenden Föderalismus, war nicht nur seine eigene. Lange vor 1926, lange vor dem Weltkrieg sahen die aufrechtsten Sozialisten als Lösung der ewigen mazedonischen Krisis keine andere Möglichkeit als den Föderalismus. Warum sollte Mazedonien serbisch, bulgarisch oder griechisch sein? Warum sollte es zu diesem oder jenem Herrn gehören, warum nicht sich selbst? Aber es schien auch, daß alle die dort unten nebeneinander lebenden Völker den Frieden und die Sicherheit nur in einer Gemeinschaft erlangen könnten, in welcher ein jedes von ihnen die Garantien für seine eigenen Wünsche finden könnte. Diese Gemeinschaft konnte nur eine Republik sein, aber eine Republik ohne Oligarchie und mächtig genug, sich von jedem fremden Einfluß freihalten zu können.

Tschaulleff ist gestorben und sein Mörder wurde freigesprochen, aber die Idee, die er vertrat, lebt immer. Sie wird siegen, denn sie ist die Vernunft. Die Herrscher von Belgrad und jener von Sofia, Liaptscheff, sollen sich ja nicht so sehr freuen! Die Märtyrer einer Idee sind es oft, die dieselbe zum Siege führen, denn dann wird sie um so heiliger für diejenigen, die für sie weiterkämpfen. Die Geschichte beweist es.

Paul Louis

Der Mord an Tschaulleff, nach denjenigen von Panitza, von Dimo Hadji Dimoff, von Kharalambi Stoyanoff, von Todor Strachimiroff, von Petko T. Petkoff, Abgeordnete im Sobranje, Stojc Hadjijeff, M. Alexieff, A. P. Wassileff, Ars. Jowkoff, von den mazedonischen Woiwoden und Revolutionären Buinoff, G. Skrijovsky, Sl. Kowatschew, G. Kowatschew, Aleko Wassileff, Oberst Athanasoff und von so vielen anderen hat in der öffentlichen Meinung der zivilisierten Welt tiefe Entrüstung hervorgerufen. Die Klassenjustiz Italiens hat sich wohl mit den mazedonischen Faschisten solidarisiert und den Mörder Tschaulleffs freigesprochen, so wie es den Mörder Matteottis freigesprochen hatte, aber das Gewissen der ganzen Menschheit verurteilt das Verbrechen des Agenten der mazedonischen „Autonomisten“.

Die Entrüstung der ehrlichen Menschen ist um so größer, da es sich nicht um Ausnahmefälle handelt, sondern um ein ganzes System, welches seit dem Tage angewendet wird, an welchem die Chiefs der „Inneren mazedonischen revolutionären Organisation“ das heilige Ziel der Befreiung des mazedonischen Volkes verleugneten und die gehorsamsten Werkzeuge des bulgarischen Hofes wurden.

Von verschiedenen Seiten sind uns Entrüstungsbriefe gegen das Urteil von Mailand zugekommen.

Diese Briefe zeigen, daß die obgenannte Organisation in den Augen der europäischen Demokratie entlarvt und daher vollständig diskreditiert ist.

Uns beruhigt es aber, daß durch diese Terrorfälle das edle Ziel, welchem zu dienen diese verräterische Organisation unverschämterweise noch behauptet, in der ganzen zivilisierten Welt diskreditiert wird.

Wir veröffentlichen einige der Briefe, die wir erhalten haben.

Lieber Genosse!

Der Mord an Tschaulleff in Mailand hat uns bewiesen, daß gewisse Organisationen noch immer nicht darauf verzichten haben, die abscheuliche Methode des politischen Mordes anzuwenden, um ihre Gegner zum Schweigen zu bringen.

Weit davon entfernt, das gestrebte Ziel zu erreichen, dient dieser Terror nur dazu, die Entrüstung der zivilisierten Welt hervorzurufen und die Opfer in Märtyrer zu verwandeln, deren Tod für ihre Idee noch nützlicher sein wird.

Es muß noch einmal protestiert werden gegen diese systematische Anwendung der Gewalttätigkeit, welche weder etwas zu schaffen fähig ist, noch eine Lösung herbeiführen kann; sie ist barbarisch, blind und dumm, kann nur den Widerstand kräftigen und den Haß bis zum Äußersten reizen.

Paris, den 18. Mai 1926

P. Langevin

Paris, den 19. Mai 1926

Lieber Genosse!

Die Gewalttätigkeit, der Krieg, ist eine Barbarei. Kein Sophisma der Reaktion, dumm oder sadistisch, wird instande sein, ihn in eine „wohltätige“ und „moralisierende“ Kraft umzuwandeln. Nur die Arbeit kann etwas schaffen. Aber die vorübergehende Gewalttätigkeit ist oft eine Notwendigkeit gegen die systematische und chronische Gewalttätigkeit. Dies ist aber nicht der Fall für die Gewalttätigkeit des individuellen Terrors. Als Biograph von Jaurès konstatiere ich, daß, wenn sich der Mord gegen einen hervorragenden Menschen richtet, er ihm unsterblich macht und einen mittelmäßigen Menschen vergrößert. Eine individuelle terroristische Handlung begehen heißt jedenfalls Ignoranz und Mangel an jedweden politischen Sinn beweisen. Nur in unglücklichen und kulturlosen Ländern kommen solche Gewalttätigkeiten vor. Die gesunde Vernunft verdammt dieselben. Eine gute Politik aber sagt: „Sie sind ärger als Verbrechen, sie sind Fehler, welche ein Politiker nie begehen muß, noch weniger eine politische Partei.“

Charles Rappoport

Plastiras und sein König

Plastiras, der Republikaner, ist auf jugoslawischen Boden zurückgekehrt. Die Presse ist wieder geknebelt, der Begeisterungssturm von Saloniki ist verbraucht. Der Bonapartismus hat gesiegt, die „republikanischen Gärten“ durchziehen die Straßen, eine Freiheitsbewegung ist zusammengebrochen. Eine Freiheitsbewegung? — Plastiras hat den Weg der Diplomatie beschritten, er verzweifelt

an der Kraft seines Volkes, das einst unter seiner Führung das Königstum gestürzt, er erhofft von der Hilfe des „Landesfeindes“, von der Hilfe Jugoslawiens den Sturz des Diktators.

Durch diese Umgruppierung Plastiras' wird Pangalos nochmals zum nationalen Helden emporgeschwungelt, der Saloniki, den besten Hafen Allhellas, gegen die slawischen Aspirationen verteidigt. Jugoslawien braucht Saloniki. Seine Staatsmänner, König Alexander und sein Radic auf der einen Seite, Pasic auf der andern, sind sich darin

einig, den Weg nach Saloniki forcieren zu sollen. Plastiras wird nicht unterstützt aus Gründen der „Humanität“ und der „Demokratie“, sondern weil man von der Dankbarkeit des Bundesgenossen und von der Schwächung Griechenlands durch den Bürgerkrieg die Gewinnung Salonikis erhofft. Das Verhältnis der Karageorgevic zu Plastiras und zur griechischen Freiheitsbewegung ist dadurch durchaus anderer Art wie die Beziehungen des SHS-Staates zu seinem Paschalik Albanien und zu seinen Protektionskindern, den „jugoslawisch“ orientierten bulgarischen „Agrarier“ und mazedonischen „Föderalisten“ um Kosta Todorow.

Albanien, politisch der jugoslawischen Vorherrschaft unterworfen, gefährdet trotz seiner „republikanischen“ Staatsverfassung keineswegs die benachbarte Monarchie. Mbret Zogou unterscheidet sich von Mbret Wied dadurch, daß er eine tatsächliche Macht ausübt. Die mazedonischen serbophilen „Föderalisten“ und ihre Kontratschëtniki anerkennen um so willfähriger die Vorherrschaft der serbischen Dynastie, als sie von einem größeren Jugoslawien träumen, das Mazedonien und Bulgarien unter serbischer Hegemonie umfassen soll. Diese Föderationsidee in usum delphini ist selbstverständlich der Regierung des SHS-Staates willkommen. Die Verwirklichung der Idee hätte wohl die Lockerung der Vidovdanverfassung und des starren Zentralismus, aber auch eine ungeheure Machterweiterung der herrschenden Dynastie zur Folge.

Wie steht es aber mit Griechenland? Diesen Staat kann man weder zu einem Paschalik machen, noch Jugoslawien politisch eingliedern. Die republikanische Verfassung Griechenlands, für die Plastiras bisher gekämpft hat, wäre eine Aufforderung an die Völker des SHS-Staates. Böse Beispiele! Wie kann die jugoslawische Regierung versuchen, sich die griechische Freiheitsbewegung nutzbar zu machen, ohne durch Erfüllung von deren Zielen selbst gefährdet zu werden? Ein phanariotisches Pangalosregime wäre sicherlich noch das kleinere Übel für die Machthaber Großserbiens wie eine panhellenische Republik, die für eine Föderierung von Balkanrepubliken kämpft. Jugoslawien muß daher versuchen, die griechische Freiheitsbewegung zu korrumpieren und den eigentlichen Zielen zu entfremden. Dies ist geschehen. Plastiras wurde in den Bannkreis der jugoslawischen Regierungspolitik gezogen, man ermöglichte ihm die Reise nach Paris, er unterhandelte mit Venizelos. Das republikanische Programm trat immer mehr in den Hintergrund und schließlich hatte Plastiras eine Zusammenkunft mit dem serbischen König, dessen Politik er zu der seinen macht, und mit dem König von Griechenland, den er gestürzt hatte. Der serbische König betreibt die Restauration der griechischen Dynastie, denn er will eine monarchistische Balkanföderation, eine Föderation von Monarchen, nicht von befreiten Völkern. Plastiras spielt ein gewagtes Spiel. Im Kampfe gegen den Bonapartismus sucht er Bundesgenossen und findet sie unter einer Bedingung, wenn er die republikanische Idee liquidiert und sich mit den Legitimisten verbündet.

Die Legitimisten sind keine reale Gewalt, sie sind entwurzelt im Bewußtsein des griechischen Volkes, aber gerade deshalb fordert Jugoslawien von Plastiras, dem Volkshelden, die Versöhnung mit dem Legitimismus. Die Kräfte der Zukunft und die Kräfte der Vergangenheit sollten eben verbunden werden im Interesse der serbischen Dynastie und des Marsches auf Saloniki. Vielleicht glaubte Plastiras schlauer zu sein als seine Gönner und die Betrüger zu betrügen, aber er irrte darin, wenn er glaubte, man könne den Bonapartismus stürzen durch das Bündnis mit der verjagten Dynastie. Der Trugschluß ist um so krasser, als die maßgebendsten monarchistischen Faktoren, wie Metaxas, Frieden geschlossen haben mit Pangalos. Plastiras setzt seine ganze Popularität aufs Spiel, um nichts zu gewinnen als eine Kompromittierung seiner Person.

Der Sturz des Pangalosregimes kann nicht die Arbeit der Belgrader Regierung sein, sondern nur der griechischen Massen selbst. Die Verbindung mit den nationalen Minderheiten ist eine Notwendigkeit, aber die Waffenhilfe der serbischen Dynastie würde zu teuer erkaufte werden. Die mazedonische Bauernschaft ist vermöge ihrer revolutionären Tradition der natürlichen Bundesgenosse eines revolutionären Griechenland. Keineswegs haben die mazedonischen Bauern ein Interesse daran, für die Interessen Serbiens in den Krieg zu ziehen, bloß um die Mörder von Tarlis zu vertauschen mit der Willkürherrschaft der jugoslawischen Regierung. Nur ein revolutionäres Griechenland ist bündnisfähig für die breiten Volksmassen. Wir wissen nicht, ob Plastiras noch die Möglichkeit besitzt, sein unnatürliches Bündnis mit den griechischen Legitimisten zu lösen. Tut er es nicht, dann bedeutet es eine Stärkung der Pangalodiktatur, der bonapartistische Terror reißt die Linksvenezelsten an sich und kämpft „im Namen der Republik“ gegen die Restauration der verhaßten Dynastie.

Ist aber Plastiras wirklich identisch mit dem Emanzipationskämpfe der griechischen Bauern- und Arbeitermassen und der ihnen ideologisch nahestehenden Gruppen des Kleinbürgertums und der Intelligenz? — Keineswegs! Die meuternden Soldaten von Saloniki sind auch dann Freiheitskämpfer, wenn Plastiras längst diesen Namen verwirkt hat. Die Begeisterung breiter Schichten galt den Zielen, für die Plastiras

früher gekämpft. Plastiras konnte zum Abtrünnigen an seiner Vergangenheit werden. Er konnte den Kampf der griechischen Massen an eine fremde Regierung verschachern in Erwartung einer nur zu problematischen Hilfe. Die griechischen Massen wissen von all dem nichts. Sie haben unter Plastiras Führung gekämpft, das bestehende System zu stürzen, sie wurden besiegt. Neue Kämpfe werden folgen. Die politischen Ziele Plastiras werden in ihnen keine Rolle spielen. Die Massenerhebung der griechischen Garnisonen waren nicht die Frucht eines diplomatischen Schiebergeschäftes. Es war der spontane, elementare Ausbruch einer immer tiefer wurzelnden Volksbewegung. Nicht Belgrad und nicht die verjagte Dynastie hat die Bauern- und Arbeitersöhne zur Revolution geführt. Die Not des Landvolkes, der Unwille über das Unterdrückersystem hat die Schilderhebung ausgelöst und ermöglicht.

Plastiras ist heute nicht mehr der Wegbahner der demokratischen Elemente Griechenlands. Trotz seiner und wenn es sein muß gegen ihn wird sich die Volksrevolution Bahn brechen, die nicht zielgerichtet ist auf die Restauration der legitimen Dynastie, noch auf die Erfüllung der jugoslawischen Salonikipläne, sondern auf die Erkämpfung des alten Zieles der vorgeschrittensten Elemente aller Balkanvölker, der Erkämpfung einer Balkanföderation der arbeitenden Massen gegen die bestehenden Dynastien. Der Kampf der Garnison von Saloniki war die erste offene Auflehnung gegen das Diktat des englischen Imperialismus in innergriechischen Fragen. Mochte Plastiras objektiv als Agent der französischen Machtinteressen handeln, das griechische Volk hat sich gegen den Imperialismus für seine Zukunft geschlagen. Und dieser Kampf hat mit einem Pyrrhussiege des Pangalos geendet.

Melingos

Befreiet den Dr. Vukaschin Markowitsch!

Er ist noch im Gefängnis. Kaum hat er sich aus den Krallen der serbischen Reaktion entziehen können, und da wartet er seit drei Monaten vergeblich auf seine Befreiung im Gefängnis des Wiener Landesgerichtes. Angeklagt wegen einer Paßunregelmäßigkeit und für dieses Vergehen zu einigen Tagen Arrest verurteilt, bleibt Dr. Vukaschin Markowitsch noch immer in Haft, wartet immer noch auf seine Befreiung. Warum setzen ihn die Behörden nicht in Freiheit? Was denkt man mit ihm zu tun? Was wird mit ihm geschehen?

Man weiß, daß die serbische Regierung den Kopf Dr. Markowitsch verlangt. Sie fordert seine Auslieferung. Mit welcher Begründung? Dr. Vukaschin Markowitsch hätte in Montenegro ein gewöhnliches Verbrechen begangen: er hätte den Ingenieur Mischowitsch ermordet.

Diese Behauptung ist eine gemeine, eine freche Lüge. Die reaktionäre Belgrader Regierung, wie übrigens alle reaktionären und faschistischen Regierungen des Balkans, gebrauchen tagtäglich solche Lügen und solche Fälschungen, um ihre Opfer zu ergreifen und zu vernichten. Die Kamarilla in Belgrad, die unter der Last ihrer abscheulichen Verbrechen gegen das serbische und gegen andere von ihr unterdrückten Völker keucht, greift gewöhnlich zu solchen schurkischen Verleumdungen, um sich der besten Vertreter der Völker, die ihre bestialische Faust zu spüren bekommen, zu entledigen. Im Prozeß von Cettinje wurde es bewiesen, festgestellt, daß der Mord an dem Ingenieur Mischowitsch, welchen die serbische Regierung auf eine so schamlose Weise dem Dr. Vukaschin Markowitsch zuschiebt, von den Agenten des Renegaten Plamenats verübt wurde, dieses selben Plamenats, der die Interessen des Bergvolkes dem italienischen Imperialismus verkauft und sich jetzt in den Dienst der serbischen Reaktion gestellt hat.

Aber diese Beschuldigung der serbischen Regierung wird niemanden täuschen. Dr. Vukaschin Markowitsch ist ein Mann, den die Balkanvölker gut kennen. Er wird vom montenegrinischen Volk abgöttisch geliebt, er verkörpert den Kampf dieses tapferen Volkes für seine Befreiung. Jeder Montenegriner, jeder Balkanbewohner weiß, daß Dr. Vukaschin Markowitsch nie in seinem Leben ein Verbrechen verübt hat, daß er einer jener ehrlichen Balkanrevolutionäre ist, die während ihres ganzen Lebens nur für ihr unterdrücktes Volk, für die versklavten Völker des Balkans gekämpft haben.

Aber Dr. Vukaschin Markowitsch ist nicht nur auf dem Balkan bekannt; ganz Europa kennt ihn. Das europäische Proletariat kennt seit 30 Jahren diesen unermüdeten Kämpfer für das Recht der Arbeiterklasse. Die Arbeiter Europas wissen, daß Dr. Vukaschin Markowitsch kein Verbrecher ist. Sie wissen, daß er ein Revolutionär, ein Revolutionär reiner Gesinnung ist.

Dr. Vukaschin Markowitsch darf nicht ausgeliefert werden! Er wird in Freiheit gesetzt werden! Er wird in Freiheit gesetzt werden, damit er seine Erfahrung und seine Opferbereitschaft wieder in den Dienst des Kampfes für die Rechte der Arbeitenden stellen kann, damit er diesen Kampf wieder führt in derselben hingebungsvollen Weise, wie er es bisher getan.

N. Kalinovsky

PARTIE CROATE

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Naša anketa kod znamenitih političara i književnika

Petar Cazals

Petar Cazals, zastupnik Ariega, predsjednik grupe radikalnih socijalista u saboru, docent je svenučilišta. Bio je prije profesor na liceju u Tulusi. Kavaler legije časti. Poslije duge sveučilišne karijere, bio je izabran za zastupnika 1909 i opet ponovno izabran 1924. Uzeo je učešća u debati o reformi srednjoškolske nastave, koju je spremao Leon Bérard i branio je kolege, kojima je prijetio zakonski predlog Luja Marin. Uzeo je riječ u ime stranke radikalnih socijalista u raznim političkim debatama. Pisao je u više mjesečnika i revija.

Radikalni socijalisti, puni brige za sve, što može doprinijeti oslobodjenju naroda i evropskom miru prate sa najživljom simpatijom nastajanja „Balkanske Federacije“ u tom pravcu.

Sve, što teži ujedinjenju naroda, umanjenju neprijateljstva i rata naprotiv imperijalista i militarista, moraju sa poštovanjem pozdraviti demokraciji svih zemalja, koji traže, da među narodima kao i među pojedincima zavlada novo doba sporazuma i bratstva.

Petar Cazals

Dr. Zdenek Nejedly

Dr. ZDENEK NEJEDLY, rođen 1878, književnik, političar i novinar. U 22-oj godini objelodanio je ogromno povjesno djelo o izvorima husitizma, zatim djelo o ZDENEK FIBICH, temeljeno na njegovim osobnim odnosima sa velikim češkim maestrom.

Godine 1902 izdao je on jednostavni pregled „Povijest češke muzike“ i upotpunio ga kasnije velikim znanstvenim djelom o češkoj muzici od njezinih početaka do današnjih dana. Među ostalim on je objelodanio studije o velikim češkim majstorima Smetani, Fibichu, Foersteru, Novaku i drugima. Zatim u posljednje doba: „BEDRICH SMETANA, njegov život i njegovo doba“.

Dr. Nejedly je profesor muzičkih znanosti na češkom sveučilištu i muzički kritičar. On posjeduje silno blago znanja i neumornu volju za koristan rad. U isto vrijeme on je izvršni umjetnički kritičar u opće.

On je predsjednik novog udruženja: „Češko društvo za kulturno i ekonomsko približenje sa U. R. S. S.“

Vi me pitate, što ja mislim tačno o macedonskom pitanju i njegovom riješenju u sklopu političke situacije na Balkanu. Ja bih mogao odgovoriti na većinu vaših pitanja sa jednostavnim: da — ne. Poglavitito na prvo, drugo, treće i četvrto pitanje odgovaram sa jednim kategoričkim: ne. Dozvolite mi u ostalom, da vam na moj način odgovorim na misli, koje vas vode, ne zadovoljavajući se samo sa sličnim lakoničkim odgovorima.

Proučavajući slavenska pitanja, zanimao sam se ima tomu dugo vremena i sa macedonskim pitanjem i došao sam do uvjerenja, da nikada neće biti moguće riješiti ovo pitanje metodama uobičajenim u XIX. stoljeću.

Sa znanstvenog stanovišta ne može se dandanas više sumnjati, da su Macedonci etnografski, lingvistični i historički bliži Bugarima nego li i jednoj balkanskoj naciji. Ali nije manje sigurno, da macedonsko pitanje nije ni etnografsko ni lingvističko ni historičko pitanje, nego je pitanje skroz političko. Isto tako udar srpski prema Macedoniji ima se sigurno smatrati kao znak težnje Srbije da dodje do južnog mora, a ne kao izraz nekog nacionalnog principa. Ima i drugih država balkanskih, koji bacaju svoje poglede na Macedoniju slijedeći pri tom svoje vlastite interese, koji su

slični srpskim interesima i nipošto se ne brigaju za macedonske interese. To je razlog, zašto su Macedonci uvijek — i to s pravom — smatrali svako političko riješenje njihovog pitanja kao samovoljno, jer su takva riješenja nastojala spasiti tuđe interese a ne njihove. Takvo stanje stvari nije ostalo bez upliva na same Macedonce i dovelo ih do toga, da sami slijede najrazličitije političke težnje. Sve to daje macedonskom pitanju više nego samo čistu lokalnu važnost i stvarno je to, kako ja mislim, najkarakterističniji i najzanimljiviji evropski problem. Tu se raspoznaju kao u kakvom školskom primjeru enorme evolucije nacionalne misli kroz XIX. vijek, ideja koja došla do gesla samoopredjeljenja naroda. Ova misao nije mogla osloboditi nego kompaktne narodne mase, ali nije bila u stanju da riješi pitanje, gdje se pojam slobode ne poklapa s onim: dostajati samom sebi. Mi to gledamo u mnogo slučajeva — kod nas u Čehoslovačkoj u slovačkom i njemačkom pitanju, u Jugoslaviji u hrvatskom pitanju — ja sam o tom u svoje vrijeme javno govorio, — ali se to opaža u macedonskom pitanju na jedan veoma karakterističan i klasičan način, gdje propadoše sve do sada upotrebljavane metode. Mi moramo protestirati proti postupku, koji se dandanas upotrebljava da se vlada Macedonijom i to s čovječanskog stanovišta i sa stanovišta pravde i slobode, ali mi moramo u isto vrijeme biti svijesni, da stvarno ovaj protest neće moći pomoći, niti uz dobru volju vladodržaca, kad bi mi u nju uopće i mogli vjerovati. Uzrok je sukoba mnogo dublji: to je sama nemogućnost, da se ovi problemi riješe metodama, koje se je dosada upotrebljavalo.

Poslije procesa oslobodjenja kakav nam se pokazuje do dandanas i koji se je u skladu sa individualnom koncepcijom svijeta kod čovjeka XIX. vijeka razvio i u nacionalnim pitanjima na čisto individualistički način, dužnost je čovječanstva da traži put, kako bi se osigurala individualna sloboda naroda u višim kolektivnim udruženjima. Takova će biti samo u stanju da oslobode ne samo one, koji su ugnjetavani oslobodjenjem njihovih susjeda, nego će tako isčeznuti vječne klice ljubomornosti među već slobodnim narodima. Eto to je razlog zašto mi je ideja udruženog Balkana, Federativne Balkanske Republike veoma simpatična, ona je za mene siguran znak, da se povijest već započinje razvijati u naznačenom pravcu. Čisto individualistička koncepcija domovine kao lične svojine zemljišta čini, da se nosioci vlasti i zemljišta progone užasnom mržnjom. Ali netom narodi započnu osjećati više kolektivno, oni će zapaziti veoma brzo absurdnost međusobnog uništovanja. I tako će Balkan dati primjer i drugima, jer je izvan svake sumnje, ako se narodi ne moraju griziti među sobom nezasitljivom i bijesnom mržnjom, da na nikakav drugi način nego ovaj ne može se riješiti pitanje „živjeti jedan pokraj drugoga“.

Vi me pitate na kraju, tko može riješiti jednu takovu federaciju. Sigurno ne vlade, koje jedna za drugom dolaze do vlasti u balkanskim zemljama. Kao što ne vjerujem, da bi kapitalista vodjen čuvtvom plemenitosti htjeo oživotvoriti socijalizam, isto tako ne vjerujem, da bi vlade, vodjene egoizmom naroda, mogle ostvariti zajednicu država u kolektivnom smislu. I kad bi one to mogle učiniti, one ne bi mogle postići cilja, jer bi one to učinile kao akcijoneri ili direktori velikih poduzeća, koji utemeljuju trustove, da sa još više bezobzirnosti nastavljaju njihove antisocijalne poslove. Jednu zaista pravu federaciju mogu oživotvoriti samo narodi, koji vladaju sami sobom u smislu istinskih kolektivnih interesa, koji tek čine sposobnima, da misle i osjećaju kolektivno, a ne egoistično i u međunarodnom pogledu. Nikakav drugi put ne vodi pravoj federaciji, ako bi se međutim formirala federacija na jedan drugi način, na primjer savezom sadašnjih balkanskih država, ona ne bi imala za naznačeni cilj nikakvo drugo značenje, nego samo da tako omogući i olakša suradnju naroda za istinsku nacionalnu i pučku „Balkansku Federaciju“.

Dr. Zdenek Nejedly

Hrvati i nova vlada u Jugoslaviji

U beogradskoj se narodnoj skupštini bezbrižno promatra borba dvaju geronta, tko će komu prije u političkom životu zakrenuti vratom; u toj igri dvaju pokvarenih vodja srpskog maskiranog i nemaskiranog imperijalizma i nacionalnog šovinizma Hrvati gledaju proces raspadanja najveće oligarhije, što ju je novo doba stvorilo. Radikali i radikalne partija bili su ono nepresušno vrelo svih ogavnih makinacija, od Krfa do Vidovdanskoga Ustava, kako da se zavede narod i zapriječi svaka mogućnost narodnog otpora. Njihove su se vodje i prvaci bacili kao gavrani na strvinu, da pljačkaju narodnu imovinu. Oni su to činili svuda, ali poglavito među Hrvatima i hrvatskim krajevima. Smatrala je srpska buržoazija i radikalna partija, da je Hrvatska unosna kolonija i da je nekakva bitka kod Kajmakčalana dovoljan razlog, da svi živi i mrtvi Srbi do smrti užu-

vaju rentu od krvi, koju ovi Srbi nijesu prolili. U vojsci, žandarmen, upravi vidio se onaj javni i nepritajeni izazov svega, što je hrvatsko. Veći dio izdataka za ovu skupocijenu zemlju pao je na leđa siromašnih hrvatskih seljaka i radnika. Na mjesto hrvatskih činovnika poslaše nam „bratija“ drumske razbojnice. Nije rijetkost, da se u naprednim i industrijskim hrvatskim krajevima mjesto kotarskog predstojnika zauzime kakav mnogostruki zločinac, koji sa korbačem u ruci i revolverom za pasom vrši kulturni misao šumadinskog oslobodioca i prosvjetitelja. Temelje našeg kulturnog i ekonomskog života sa djavolskom mržnjom — uništiju naša braća, predstavnici integralnog jedinstva. Dvije trećine svih državnih poreza i dažbina plaćaju gotovo sami Hrvati i sve to pade u „djavolju kesu“, kako se je javno izrazio Stjepan Radić, aktivni kraljevski ministar. Sve državne investicije provadjaju se po interesima radikalne klike je, kateri U ovo sedam godina postojanja države S. H. S., kroz

koje vrijeme pokupiše divlji osvajači milijarde dinara znoj i muke hrvatskog naroda — nije ta pljačkaška država u ovome kraju provela nikakvih državnih radnja. Zanemaruju i hotinice uztežu kredite za uzdržavanje kulturnih tekovina. I tako propadaju bolnice, ceste, naukovni zavodi, kulturne institucije. Dugo vremena morala je Zagrebačka Akademija znanosti i umjetnosti ograničiti ili privremeno sasvim obustaviti svoje znanstvene publikacije, jer joj narodna vlada nije dala nikakve potpore, što je od svog postanka 1861 pa sve do sloma primala od austro-ugarskih vlada; i ako je taj visoki zavod bio toliko zaslužan za jugoslavensku znanost i umjetnost, posebice povijest i jezik Srba i Hrvata, i ako se je zvala „jugoslavenska“ (a ne hrvatska!) i po svojim predstavnicima i u svojim edicijama provadjala politiku i misao: „narodnog jedinstva Srba i Hrvata“, osnovnu misao utemeljitelja akademije biskupa Strošmayera.

Mlado hrvatsko sveučilište, jedini viši zavod za znanstveni pomladak Hrvata, prestao je da dolaskom velikosrpskog imperijalizma u Hrvatsku gotovo da znanstveno radi. Oklajštan i onemogućen, jer mu pobacaše na ulicu njegove najbolje sile, samo zato što kao Hrvati, te poštene i svijesni dijelovi svog naroda ne htjedoše pljunuti sebi u lice i pokloniti šiju pred pokvarenim novim barbarskim gospodarima. I dovedoše na njihovo mjesto, ljude, pokorne svakom rečiju i voljne da ližu pete svakom svecu. Ti sami nijesu znali, koju će struku da predaju, a jedan dapače nije ni čuo za: etnografiju, koju je morao sa svojim slušateljima da znanstveno obraduje.

Hrvatski radnici plaćaju batinama i užasnim mučenjima u policijskim uzana svaku pomisao, da i malo poprave svoje užasno, nečovječe ekonomsko stanje. Kod svakog rudokopa i svake pilane leže u pripremi kumpanije žandarma i vojske, da brutalno i krvavo uguše svaki pokret za poboljšanje ovog nesnosnog stanja. I dok su stranački odbori radikalne stranske jedini predstavnici državne vlasti i dok su funkcioneri takvih partija „sve i sva“, dotle ne mogu hrvatski radnici ni pomišljati na svoje pravo koalicije, koje su imali i u despotskoj i militarističkoj državi Habsburga.

Hrvatsko seljaštvo stenje pod užasnim fiskalnim teretima, pod samovoljom policijskih organa i nemarnošću vlasti za njegov ekonomski boljitak. U nekim predjelima Hrvatske opustiše čitava sela, jer se narod zapustivši kuću i kućište seli u daleke, prekomorske krajeve.

I svi ti užasi događaju se i poslije sramotne kapitulacije vodstva Hrvatske Seljačke Stranke i ulaza u vladu petorice „seljačkih ministara“. Samo da sačuvaju svoju kožu popustili su vodje stvarno revolucionarnog pokreta hrvatskih seljaka. Prijetnja, radikala, da će opet zatvoriti Stjepana Radića na osnovu zakona o zaštiti države, da će ga ponovo optužiti radi boljševizma i veza sa Moskovskom seljačkom internacijom, dotično sa sovjetskom vladom, — Stjepan Radić — Hrabri i njegovi junački boreći Maček, Predavec, Krnjević i Košutić, koji u izbama policijskog zatvora u Petrinjskoj ulici polazahu duže vremena političku školu i tu napokon primiše blago radikalne državne mudrosti, — ozbiljno se pobojaše za svoju rusu glavu i podjoše u radikalnu i kraljevsku Canossu. Mate Jagatić, Stjepan Uroić — najbolji i najvrijedniji seljački predstavnici ne htjedoše da budu izdajice hrvatskog naroda i ostaviše dosadašnjeg vodju, ne htjedoše se pokoriti centralizmu i sagnuti grbaču pod bičem i zobi radikala, nego ostadoše vjerni idealu hrvatskog naroda, njegovoj nezavisnosti i federativnoj misli balkanskih naroda.

Drugi dio seljačkih pristaša pridružio se savezu radnika i seljaka, koji se sada svuda formira nakon policijskog rasturivanja komunistične partije. Veliki dio hrvatskih seljaka još vjeruje povjerljivim obećanjima Stjepana Radića, i ne vjeruje da je pad Radićev konačan i njegov prilaz u korupcioničku i kraljevsku, generalsku i radikalnu kliku iskren. Oni su uvjereni, a o tom ga uvjeravaju većina Radićevih zastupnika, kad dolaze među narod, da je to samo farsa, jer da nije momenat uzbune, da Radić nema srca tjerati goloruke seljake u paljbu mitraljeških odjeljenja srpske soldateske i da on čeka zgodan momenat, da u zajednici ostalih balkanskih naroda obori tu gadnu bandu i da po njemu hrvatski narod doprinese svoje zrno na straranju slobodne, radničke i seljačke balkanske federacije. Ti poslanici uvjeravaju narod, da bi proljevanje krvi bilo zasada uzaludno, dok nije povezana čvrsta veza između svih balkanskih naprednih i narodnih sila i da toj čas još nije daleko.

Većina seljaka sa velikom skepsom sluša ta razglabanja svojih predstavnika u Radićevom parlamentarnom klubu, ona mozgom priznaje djelomičnu opravdanost tih razloga, ali srecm ne vjeruje do kraja u njihovu ispravnost. I stoga je nastala zabuna u nepoljuljivim i složnim redovima hrvatskih seljaka. Jedan dio kupi se dalje oko svog vodje Stjepana Radića. Na to ih veže većinom teške uspomene iz dvadesetgodinjnog zajedničkog rada na organizavanju hrvatskih seljaka i njihovom emancipovanju od sterlnih malograđjanskih stranaaka i zebnjom očekuju najskoriju budućnost razvoja političkih prilika i kako će njihova seljačka hrvatska stranka proći kroz taj vrtlog političkih puteva i postići svoj veliki cilj: slobodni seljački napad na svom slobodnom domu.

Drugi dio pristaje uz svoje najbolje Jagatića Uroića i osnivača stranke i poštenog i čestitog Tomu Jalžabetića, koji u skladu sa jednim dijelom hrvatske inteligencije nose visoko barjak neovisnosti i slobode Hrvata i otvorenim putem očekuju svoj spas od federativnog uređenja Balkana. Mali dio, ali najznačajniji priključio se savezu radnika i seljaka u tvrdom uvjerenju, da jedino revolucionarnim putem bez diplomatskih doskočica u utvorenoj zajednici sa ostalim revolucionarnim organizacijama Balkana može se oboriti ova bezprimerna tiranija ukočenih mumija radikalne mafije u društvu sa dinastičkim vojničkim krugovima. Najnoviji općinski izbori u Dalmaciji pokazuju nam živo tu sliku raspadanja u moći Radićeve seljačke stranke. Za vrijeme zadnjih martovskih izbora nastupila je ta stranka među hrvatskim pučanstvom u Dalmaciji sa otvorenom devizom: *hoćemo nezavisnu, seljačku hrvatsku republiku* i uza sav teror vlasti, bez agitacije i bez vlastite štampe dobila upravo plebiscitarni uspjeh. U kotaru Sinj i Imotski za vrijeme obznane 90% svih birača glasovalo je za stranku *republikanca Radića*. A sada, otkada je stranka na vladi i ako narod još čvrsto vjeruje, da su Radićevi govori i javno metanisanje Kralju, Pašiću, seljačkoj radikalnoj stranci — samo opsjena, da vlastodršci ne napadaju i zlostavljaju goloruki narod — ipak je nestalo sveg oduševljenja i broj birača za seljačku stranku — *kraljevskog ministra Radića* pao je na polovinu prijašnjih glasova.

U isto vrijeme u glavnom gradu Dalmacije — savez radnika i seljaka dobio je relativnu većinu svih glasova!

Jasan putokaz, kojim će putem udariti većina Hrvata.

Miro Devčić

PARTIE SERBE

Балканска федерација и европско јавно мишљење

Наша анкета код знаменитих политичара и књижевника

Виктор Серж

Рођо се у Брислу, без припадности (народности), син руских револуционара, избеглица. Има 35 година. Живео у Белгији, Француској, Енглеској, Шпанијској, Русији, Немачкој, Аустрији. — Матерински језик: француски. Са 16 година био је члан белгизке радничке странке. У Паризу уређује: *L'ANARCHISME*, 5 година затвора и 20 месеци полицијске интернације у Француској. Две године грађанског рата у Русији. Члан руске комунистичке партије од почетка 1919.

Самоук, типограф, журналиста, књижевник. Сматра као суштинске све своје литерарне и друге радове прије свог прелазу комунизму. Сарађује у француској радничкој штампи и штампи осталих латинских земаља као што и више руских ревија. Пише есеје о новијој руској литератури и ревији *CLARTÉ*, есеје и студије о руској револуцији.

Пучанства по прилици колико и у Француској: 40.000.000 становника. А шест држава. Три династије. Три војничке диктатуре. Пет режима белог терора, ако добро бројим. Три барутане (најмање): Бесарабија, Добрућа, Македонија. Три војне силе, а једна (Југославија) држи друго место у Европи. Двадесет локалних иреденизма, двадесет народних мањина, тлачених, тероризованих, мучених и убијаних. У свим престоницама посебни затвори за тортуру. Легенда: Балкан десет година после рата за право на мочетку XX. века...

Кад би било «европске савести, сем у литерарним ревијама са ограниченим бројем примерака, била би трагедија Балкана довољна да ју обешчати». Али не трошимо узалуд речи! Несрећа балканских народа не може да се објасни, како би то више пута хтели фалсификатори историје и политике етничким, религијозним, историчким проблемима. Или тачније та питања треба проматрати под видом великих економских проблема, који њима владају.

Несрећа балканских народа лежи у тому, у чему ће једног дана бити узрок њихове величине: они заузимају једну од раскреница, где се крижају најважнији путеви светске трговине. Три континента везују свој саобраћај преко њих путем Салуна и Цариграда. Пут у Индију, Берлин—Каиро *via* Салун. Сви поморски путеви совјетске уније—осим континента, црног континента—пролазе кроз Дарданеле за Средоземно море. Стварно око ових трговинских путева, који створине богатство Атине и Цариграда, водио се од искона рат без престанка.

Модерни империјализам још није рекао своју последњу реч. Има у Европи данас више топова него ли их је било у 1913. Велике трговинске путеве може се освајати и с њима господарити као у средњем веку: треба само тамо осигурати стратегијске тачке. Огромни се интереси ту крижају, сукобују и боре. Судбина Балкана овиси све више о решењу проблема, који се сами постављају: еманципација Индије, економско придигнуће нове Турске, експанзија Италије у средоземном

мору, дуел империјализма и совјета. Па што може да вреди на оли таквих и толиких интереса месо и крв хрватских, српских, зрбанашких, грчких, македонских и румуњских сељака? Само тежину људског материјала за будуће ратове . . . и ништа више . . . а к тому они су веома мало сигурни. Из тога ми можемо побући двоструки закључак. Нема решења у комадању балканских земаља него само у слободној федерацији балканских народа. Пример совјетске уније показује нам да у том нема више ништа утопичног и којим путем ваља ударити.

Балкански народи немају ништа очекивати од данашњих светских олигарха високе финансије и тешке индустрије, којима тако слатко служе дипломате, властодржци и диктатори, него од самих себе.

Када становници полутока уче ову истину, онда није далеко час Балканске Федерације. Јер ће они тога дана бити толико јаки као што су данас слаби. То нису празне речи. Победила је велика комуна руска. Наметнула се је Ангорска Турска. На другој полутки света република Кантон држи у шкрипцу империјалисте. Тако исто иако рифанских горштака има већ неколико година Шпанију и Француску. Ништа се мњења на свету. Од сада потлачени, који се заиста желе ослободити—они се могу ослободити. Они са балканског полутока, када заиста усхтедну, имаће олакшани посао ради близине совјетске уније.

Балканска Федерација може настати само устанком сељака, пошто је Балкан у главном сељачка земља. Политички и наци-

јонални проблем ту се испољава доследно као аграрни проблем. Уплашеним душама чини се то несавладљиви проблем, али веома сигуран, када се проматра комунистичким очима. Правно решење националног проблема рочиње са експроприацијом великог поседа, и сељачке масе, несавладиве пошто заузеле земљу—биће у исти час зреле за федерацију.

Ову сељачку револуцију ми видимо како се диже на хоризонту Бугарске и Бесарабије—у којима сада владају мач и вешала. Све су балканске владе једна другој сличне—и живе су слике утеловљеног страха. И зато што су кукавице зато су и тако окурти. Та је сељачка револуција потребита: јер је иначе продужење садашње крваве анархије неизоставно, али и ако је она нужна, она није фатална. Ништа није фатално. Слаб је револуционер, који то заборавља. Треба је приправљати сваки дан, приправљати методички, устрљиво, без престанка сваки дан, сваки на свом месту и све силе ујединити. У том се налази једини дефинитивни «вет остварења балканске федерације». Питања, која се постављају револуционерима потлачених балканских народа јесу поглавито питања организовања сељачких маса. Требало би много рећи о овом поглављу. Нек ми се допусти да подвучем једну теоријску истину: нема победоносне револуције а да не одпадне барем један део војске—а у свим балканским земљама састављена је војска, главни ослонац реакције—у својој претежној већини од сељака.

Ленинград, 25 Марта 1926.

Виктор Серж

Друга влада Николе Узуновића у Југославији

Какав ће бити расплет кризе? питају новинари министра председника.

Кад бих ја то знао! Шта ја знам! Одговара уверљиво председник владе Никола Узуновић.

Никола Пашић остао је и овога пута победником на поновни атак двора и његових сателита Љубе Јовановића-Солунског и Стјепана Радића-реченог Рунаша. Од часа стварања државе С. Х. С. све владе, које није формирао Никола Пашић или његови помоћници, које је он за то назначио за сталну сврху и на кратко време—нису се могле уз све потајне махинације Краља Александра да одрже на површини. Прва влада Стојана Протића након повратка Срба у ослобођену земљу пала је и стога, јер је Пашић свој положај шефа мировне делегације сматрао као неповерење и жељу других политичких фактора да га држе по страни, да тако у новим приликама нови људи покушају да проведу ту ненадану и неизвесну творевину кроз кланце јадикове љутог крешева српског шовинизма и борбе за самоодређење силом присвојених земаља и осталих народа и тој новој татници Балкана.

Ових дана публикована писма Николе Пашића, које је из Париза писао свом помоћнику М. Веснићу, и та нам приватна писма пружају јасну слику закулисних сплетача, које је Никола Пашић силом да обори Стојана Протића и у конституанти проведе своју концепцију о хомогеној српској држави од Вардара до Купе. Он је успео да сруши Стојана Протића и приказом га двору као погубљеног конспиратора, јер је се противио да Привремено народно Представништво у својој компетенци прописе пословник ваљан за Уставотворну Скупштину, којим би се већ унапред одредило форму државе и тражило од посланика Уставотворне Скупштине, која би имала баш да одреди ту форму—да код отвора сесије положи заклетву на Краља.

У име Пашићево преузео је Веснић владу, те поништивши једним једноставним скупштинским актом све мандате (56) комунистичке партије—наставио је у тој крвој конституанти расправу о уставу Срба, Хрвата и Словенаца. Искључивши у току дебате посланике Народног Клуба, представнике хрватске буржоазије и варошке интелигенције, кушњом гласова муслиманских посланика изгласао Видовдански Устав 28. Јуна 1921.

Кад је Веснић опремио своју дужност, повратио се на амбасадорско место у Париз, Никола Пашић преузео владу у Југославији и формално је држао све до прве Узуновићеве владе почетком априла, а фактички и данас. Кроз читаво то време већа се у парламенту, врше се и два пута избори за народну скупштину, али безпремерна корупција влада свим владиним круговима, јавна пљачка народне имовине врши се јавно без икаквог слада. У парламенту и штампи дижу се дневно тужбе на те народне пијавце и зеленаше, али све то пролази као да се није уопште ништа догодило. У тој пљачки суделују све странке у Југославији. Гласовито је доба «извозница», у којем воде главну реч Давидовићеви банократе и Прибићевићеви Турн-Талковци. У коалиционим владама учествују Коротићеви пучаши и Радићеви «сељачки министри». Карактеристичне су у том правцу оптужбе Весењак, Коротица, Павла Радића, Николића и осталих. Али свакако је у отимању народне муке однео рекорд радикална партија и њезини перјанице Лаза Марковић, Воја Јањић, Драгутин Којић—и син

Николе Пашића—Раде Пашић, којег је Стјепан Радић јавно звао «Краде».

Уз то је у земљи наступила ужасна економска криза услед претешког порезног оптерећења широких народних маса. Непродуктивни војни издаци око 4. милијарде динара морао је допринети овај у главном сиромашни свет; ова земља са већином примитивном аграрном продукцијом. Државно старање за народно добро показало се само у жандарском батинању народа и злостављању по разулареној полицији и солдатски.

Сваком је у земљи било јасно да је господар читаве ситуације Никола Пашић и да је чланска изказница са његовом сликом—одлучни фактор правне и политичке вредности грађана. Његова је моћ још више порасла након капитулације Стјепана Радића, те након моралног и политичког дебакла неуравнотеженог вође хрватских сељака.

Двор је љубоморно пазио на све већу моћ и славу Николе Пашића. Пашић је изјавио још намеру да слави своју осамдесетгодишњицу (?) у исто доба са крушењем Краља Александра за «по милости бојжој и ваљи народној» Краља Срба, Хрвата и Словенаца (!).

Краљ Александар хтео се решити Пашића и зато је изабрао као чушме Стјепана Радића и Љубу Јовановића. И након проведене буџетске дебате и његова изгласања 31 марта ове године изјавио је Стјепан Радић при излазу из двора. «Нема више корупције!» На тој бази почела је новинска и политичка кампања проти прљавих послова Раде Пашића. У штампи се изнело писма Раде Пашића министру финансија Стојадиновићу и његове везе са осталим радикалним министрима. Зет Љубе Јовановића Драгиша Стојадиновић изнео је нечуване саблазни корупције, подмићивања највиших државних функционера и наплаћивања криминалних услуга министарских чиновника. Тврдило се да се у овој земљи не може обавити никакао посао у било којем надлештву а да висина уцене о том не би одлучивала. И гракуше све вође, који су сами обављали сличне уносне послове; Никола Пашић преко сина пљачка земљу и народ . . .

Почетком априла предала је Пашићева влада своју демисију и за њом дођоше две владе Узуновићеве.

Оба пута и обе кризе показале се колико је развिकана демократија и маскирани народни суверенитет у Југославији само чудна прича за политичку децу. И оба случаја прешао је Пашић преко парламентарног расположења као преко сувишних жеља људи, које се не мора узети посве озбиљно . . . И проти очекивању неугуђене јавности остао победником и у сукобу са својим старим сурарином Љубом Јовановићем. Једноставно је Никола Пашић изабацио из клуба свог конкурента на своје доживотно председништво радикалне партије и ако се овај и седници главног одбора скрушено молио Николу Пашића за помиловање и понижињао се са речима: «Опростите ми, господине Пашићу». Никола Пашић није хтео имати у за се вечитог кандидата за председништво партије и владе, шило Краља Александра проти њему—прешао је без обзира преко његове молбе и послао га у друштво Настаса Петровића, М. Ранковића и осталих фрондера—проти његовој свемоћи у држави, влади и партији. Победа Пашићева у радикалном клубу била је повећана његовом потпуном победом над Стјепаном Радићем и његовом дружином. Из прве Узуновићеве владе изабацио је из кабинета «химнопојца» свих могућих царева и краљева, привременог поузданика Краља Александра Стјепана Радића. Из друге Узуновићеве владе и заменика

нито Александър, нито Борис, нито Пангалос, биха могли, да се чувствуват сигурни. В такъв случай на тях не остава друго, освен да си вземат багажа и да се лишат от своите тлъсти цивилни листи.

Понятно е, че федералистите са осъдени на смърт от кървавите и тиранически правителства, които са си разделили Балканския полуостров. Чаулев не падна от ударите на един убиец, който действуваше по своя собствена инициатива. Идеята, както и заповедта за неговото убийство са дошли от горе. В очите на балканските правителства (в такива случаи те се обединяват) той беше един човек вън от законите, един народен враг. Той искаше правото и свободата. Какво самомнение! И още, той верваше, че само народните маси биха могли да осигурят твържеството на това право и тази свобода. Какво нахалство! Известни са думите на оня полковник, който през време на Парижката Комуна, във военния съд, при прозвонването на смъртната присъда, против един работник долгерин беше казал: «Той е зидар и при това той си позволява да има мнение!»

Но мнението, което имаше Чаулев, неговия план на освободителния и миротворен федерализъм не беше само негов.

Убийството на Петър Чаулев, след това на Паница, Димо Хаджи Димос, Хар Стоянов, Тод Стришимиров, Петко Д. Петков народни представители, на македонските войводи и революционери: Чудомир Кантарджиев, Ал. Буйнов, Г. Скрижевски, Сл. Ковачев, Г. Ковачев, Стою Хаджиев, Методи Алексиев, Анг. поп Василев, Арс. Йовков, Алек. Василев, полк. Атанасов и на много още други, извика едно дълбоко възмушение сред общественото мнение на цивилизования свет. Аго италианския фашистки съд, солидаризирайки се с македонските фашисти, оправда убиеца Стефанос, както и тия на Матеоти, покривайки името на една велика страна, каквато е Италия, със срам и позор, то съвестта на цялото човечество осъжда злодеянието на агенти на автономистите.

Възмущението на честните хора е толкова по-голямо, че тук не се касае за един изключителен случай, а за цяла една система, която започна да се практикува още от деня, когато шебовете на В. М. Р. О. (автономисти), отричайки свещената цел, която беше си поставила тая организация, т. е., освобождението на македонския народ, станала послушни оръжия в ръцете на Софийския дворен.

Ние получихме от разни места писма, в които блика възмущение, по случай оправдателната присъда на Миланския съд. Тия писма, покрай другото, говорят и за това, че В. М. Р. О. (автономисти) днес се явява в своя истински образ. Тя е демаскирана, тя е дискредитирана в очите на европейската демокрация.

Обаче по-важното — и това, което най-много ни безпокои, това са тия акции на варварски тероризъм, които правят непопулярна благородната кауза на македонския народ — на която тая престъпна организация има дебелоочието да претендира че служи.

Ние сме тук за необходимо да съзпроизведем някои от писмата, които получихме.

Ето съдържанието на трогателното писмо, което ние получихме от безлежития професор Ланжвен и това на Шарл Раппопор:

Скъпи Гражданино,

Атентатът против Чаулев в Милано иде да потвърди, че известни организации още не са се отказали от откатителния метод на политическите убийства, за да заставят своите политически противници да мъжнат за винаги.

Далеч да постигнат целта, която преследват с тия убийства, тоя начин на действие предизвиква само възмущение в сред цивилизования свет, като превръща жертвите в мъченици, които още по-добре служат на техната кауза като мъртви, отколкото като живи.

Требва да се протестира още веднаж против тоя метод на систематическо насилие, който не е в състояние да създаде нищо, нито щък да разреши нещо. Тоя варварски, слеп и глупав метод на политически убийства само засилва съпротивата и отвържението към него.

П а р и ж, 18 Май 1926 г.

П. Ланжвен

Скъпи Гражданино,

Насилието, както и войната, е варварщина. Никакъв социализъм на глупавата и садистка реакция не е в състояние да го превърне в една «благотворна» и «морализаторска» сила. **Само трудът може да твори. Временното насилие, обаче, е често пъти една необходимост против систематическото и хроническото насилие.** Но не е такъв случай с насилието на индивидуалния тероризъм. Като биограф на Жан Жорес, аз констатирам, че когато убийството се извършва върху живота на една велика личност, то я обезсмъртява, а когато то покосява живота на един обикновен противник, то го издига като опасен и страшен за другите. Извършването или оправданието на една индивидуална терористическа акция говори за пълно невежество и за липса на всекакъв политически морал. Тия действия се практикуват в нещастни страни, в такива, които са лишени от култура. Здравият разум ги осъжда, а добрата политика казва: «Политическите убийства са нещо повече от престъпления, това е грех, който не трябва да извърши един политически мъж, а още по-малко една политическа партия.

П а р и ж, 19 Май 1926 г.

Шарл Раппопор

За Балканската Федерация*

III

Балканската Федерация не е само една организация за да регулира економическите, националните и културни въпроси на Балканския полуостров, тя е и една гаранция за реалната независимост на балканските народи.

Балканските държави, със своя тесен, мръсен и слеп национализъм, отдавна са станали оръжия на империализма на великите сили. Техните съперничества, умраза и амбиции изкуствено се поддржат, разпалват и засилват от тия велики сили, които ги използват като пиони на шахматната дъска.

Балканските държави са сведени до положението да бъдат сателити на великите европейски държави.

Искате ли за това примери?

България представлява, може би, най-поразителен пример на страна, която изнемогва от най-противоположни влияния. В миналото, България беше разкъсвана между едновременната царска Русия и бившата монархия на Хабсбургите. Печалната

и нещастна сръбско-българска вражда, която, на няколко пъти, след Берлинския Конгрес хвърляше едно срещу друго правителствата на Белград и София, беше поддржана, култивирана и изкуствено засилвана от тия две монархии, които считаха Балканския полуостров за зона за разширение на своето влияние.

Сърбия-передови пост на Русия, насочваше своите усилия към излаз на Адриатическо море. В тая политика, обаче, Австро-Унгария виждаше една пречка за своето слизание към Солун и на Белото море, което по тоя начин беше препречено. Австро-унгарското вето против образуването на каквато и да е югославянска държава с адриатическия брег, окупацията и анексията на Босна и Херцеговина, тласнаха Сърбия към Македония, която беше прицелната точка на българските амбиции. От тук се роди и сръбско-българския конфликт.

България, която се намираще на фланковете на Сърбия, беше слуга на дуалистичната монархия, която преследваше двойната цел: да не позволи на Сърбия, простираща се чак до Адриатика, да стане слуга на великите империалистически поплъзновения на Романовците, а именно — да слезнат на Средиземното море и второ, да запази за себе си всички възможности и улеснения за едно слизание към Солун и Белото море.

* Гледай в. «Балк. Федерация», брой 44.

Два империализма, които направляваха две малки държавици, като ги противопоставяха една срещу друга, в резултат на което се роди световната война.

Британската империя, също тъй гледаше често на войната като на средство в нейната политика в източното Средиземно море, в Мала Азия и в Централна Азия, против Турция, която се изпречваше на континенталния път за Индия и която тогава беше помощница на Германия.

Ако ние речем да проследим развитието на балканските държави, ще видим, че техната политика никога не е била действително независима. Техните действия винаги са били под контрола на великите сили.

Балканската Федерация, като ги сгрупира и солидаризира, ще им даде възможност да се радват на един действителен международен живот. Изолирани и разпокъсани, както са сега, те играят само една подчинена роля. Федерацията ще бъде за тях една противодействаща сила, която ще ги освободи от тях експлоаторска опека.

В централна и източна Европа, организацията на «федерациите», с разни статуты, е една първостепенна нужда.

Легитимните искания на народите за национални права, не трябва да достигат до териториално разпокъсване, до затворени економически граници, до едно забъркано, хаотично положение, което ще спомогне за парализирането на тия страни.

Но, за тая задача, създаването на Балканската Федерация, сегашните балкански правителства никак не са призвани. Ограниченият национализъм, който в действителност води само към поробването на техните народи, не им позволява да възприемат необходимите ограничения на отделните национални суверенитети. Разрешението на националните проблеми те търсят в употребата на насилническите методи, в тия на бруталното господство. Нещастното македонско население е тероризирано от сръбската или гръцка власт, която се стреми да оправдае своите жестокости и своята военна и полицейска диктатура, с престъпленията на тоя македонски «фашизм», който вилнее не само на Балканите, а в цяла Европа (убийството на П. Чаулев е един скръбен факт) — фашизм, който е свързан със Софийските реакционни правителства, който е непосредствен слуга на маскирания български империализъм.

Освобождението на Балканите ще дойде от народните работнически и селски маси, когато ще разберат, че националната свобода и социалното освобождение са брат и сестра.

Ж. Зиромски

Българския ад

(Из писмото на един македонски емигрант.)

Най-сетне, след страшни душевни и морални терзания, след една одисея каквато и сам Одисей на да ли е преживял, аз съм вече въвн от всека опасност.

Но, макар и да не съм вече в ръцете на народните палачи, аз още не мога да се освободя от страшния гнет на терора, който коси живота на българския и македонски народ в България, както косата на смъртта — тревата.

Това, което преживях, още когато бех в ръцете на палача — брат, който всеки момент можеше да ме унищожи без койкой от близките да може да открие следите на моето „безследно изчезване“, ме кара и сега още да трепера от ужас.

Но, лека по-лека, аз почвам да се съвземам и да идвам на себе си.

Радвам се, че останах жив, за да мога поне на теб, да разкрия това, което преживях, макар то да е само една капчица от големото кърваво българско море.

Нека цел свет знае, че в тая малка България, страна на сълзите и на страшния кървав терор, реките са станали червени от пролетата в изобилие братска кръв. Тая България днес е една велика гробница. Тя е една катакомба, в която е погребан цвета на българското племе.

Обаче, кажи ми от где да почна?

Дали от Горна Джумая, тоя нов Батак, където беха избити от македонските фашисти, при съдействието на българската официална власт, десетки и стотици честни македонски революционери, единствената надежда и опора на македонския народ в неговата борба за освобождение?

Или от агентата в черквата Св. Недела, който беше добре дошъл за правителството на Цанков и Вълков, за да бъдат избити още стотици и хиляди български граждани: работници, селяни, занаятчии и интелигенти?

Незнам!

Трагедията на нашия народ е страшна, кървава. Неговата мартирология нема край. Реакцията, алчна за експедиции, за проливане на братска кръв, след агентата в черквата, стигна своя връх. Жертвите, които тя грабна, са многобройни. Днес изглежда, като че ли тя е по-отслабнала, но все още продължава да коси живота на хората.

Ето, напоследък имаме нови 60 смъртни присъди. Нема човек с кораво сърдце, който, изпитал ужасите на кървавия

терор в България, да не заплаче от бол. Защото, жертвите на тоя терор, не са малко. Те са хиляди, десетки хиляди. Аз още нося раните, които ми беха нанесени по лицето от палачите.

И тъй, гражданската война, беше страшна. Борбата беше тежка. Сжбитията, които се разиграха в некои места на България, заселнаха и нашия край (с. и. България. Б. Р.), който минава за един от най-затжтените в страната. Техното ехо не загасне да стигне и до най-отдалечената колиба на селянина-орач. Тя грабна много жертви. Тя отне хиляди живота, които беха тъй скъпи за трудящия се народ. Тя ме кали, и уби в мен всеко чувство на състрадание. И аз гледах смъртта право в лицето. Тя протягаше към мен всеки ден своята коса. И беше ми станало вече безразлично, кога ще умра.

Вартоломеевите ноци, които автономистите (организацията на убийците на македонския и български народи: Ген. Протогеров и Ив. Михайлов. Б. Р.), извършиха в Петричкия край, както и в други места на България, минаха и в нашия край. Много добри синове на Македония и България паднаха под ножа на „комитите“, които, вместо да се борят за свободата на своята поробена родина, избиваха и избиват, невинни български граждани: работници и селени — истинските приятели на македонския народ.

Организацията на Тодор Александров, генерал Протогеров и Иван Михайлов, тая разбойническа банда от народни убийци, не загасне да изпрати и в нашия край своите главорези-дедетиви от Обществената безопасност в София. Такива дойдох и в нашия град. В моето лице те виждаха стария санданист, заклет враг на техния кървав и предателски върховизъм. Те нemoжаха да спят спокойно, когато ме виждаха, че съм още жив, че се движи свободно. Ето защо, те искаха да ме премахнат, да ме убият. И те биха изпълнили своя паклен план, ако не бех узнал своевременно за него.

Ще ти съобща един доста интересен случай, който много ясно говори за кръвното родство между автономисти от една страна и правителството на Цанков — сега Ляпчев, от друга. От това ти ще видиш, че всички убийци-главорези от организацията на Протогеров и Ив. Михайлов не са никакви борци за свободата на Македония, а агенти, детективи в Обществената безопасност в София и др., т. е. палачи на българския и македонски народи.

Един прекрасен ден, един мой стар, добър приятел, идва при мен и ми казва: „Слушай, положението ти е тежко. Твоя живот е в опасност. Ти трябва час по-скоро да бягаш, иначе тия кучета ще ти изадят главата.“

И наистина, двамата автономисти от София, детективи в Обществената безопасност, дошли в нашия град и искали от властта да ги улесни за да ме убият. Преди обаче убийците да успеят да ме заловят, аз можах да избягам.

Казвам ти, нема по-кръвожадни от автономистите, когато се касае да колят вързани и невинни граждани и то, при съдействието на самата власт.

И една тъмна нощ, аз се простих със своите близки и тръгнах да си тръся късметя.

Отидох в оня хубав и дивен, по своята природа, край, където едно време стъбе учехме децата на бедния народ. Обиколих много села. Видех много неща. Видех как народа плаче за своите деца, братя и сестри, как търси гробовете на своите „безследно изчезнали“ бащи. Нема село, къща или колиба, която да не е покрита в черно.

В твоето село, например, където ти преди повече от 15 години, като учител проповедваше идеите за Свобода, Братство и Равенство, които намериха добра почва, има убити, освен селяни, 7 души от твоите ученици. И то, как? По един най-зверски начин. И знаеш ли кои са убийците? Македонци — автономисти!

В моето село, където аз бех учител, има 4 души убити от моите ученици, въвн от избитите селяни.

В селото, което се намира по средата на пътя, между тия две села, има неколко души селяни убити, между които и сина на стария и многозаслужил селски свещеник.

С една реч, всички тия села които са пръснати из разните дебри и поляни, на тоя чудно красив и дивен край (ю. и. България. Б. Р.), засенат силно от гражданската война, са в черно. От там отидох в София.

Тук намерих стари познати и приятели. От тях можах да узная за положението между автономистите.

В редовете на техната мафия има пълно разложение. Смъртен страх цари в техните престъпни и грешни души. Унищие е обхванало всички: и четника и генерала. И за да се избавят от страшния призрак, който денонощно ги преследва за извършените престъпления, ще видиш тия, които убиваха собствените си братя, пияни до смърт, да се разхождат из улиците на София с автомобилите на Обществената безопасност.

И треперяци от страх пред трагичния край на своето кърваво дело, преследвани от сянките на хилядите избити, те летят спремглаво по наклонната плоскост на своето грехопадание, като

U muer vesht se Lidhja e Kombevet sot, është bërë tregu ku popujt e fuqishëm, me në krye Anglin, bëjnë pazar e bin në godi si me organizme në mirë grabinat mbi popujt të vogël.

Shpesh herë veçse nuk munt të bin në godi fort lehtë, jo, pse u dhimen popujt e vogël, pse këto para fuqivët të medha së janë tjtare veçse objekte, por pse — si grabitësit kuer dajné plaçken — interesat e tyre shpesh herë kryqëzohen.

Kështu, sado që Anglia dhe Italia, janë sot imperialist, kjo imperialismë e tyre i bje në kundërshtim kuer këto shtete ja vën synin vjé plaçkes.

Anglia per shembëll nuk ka kurrfarë kundërshtimi, per kulturimin e Italianëve në Tripoli etj., — ashtu Italia per kulturen e Anglis n'Indie etj., por kuer vjen çeshtja të Turquia, a por te Balkan, njeni e paditë tjtarin si imperialist, militarist etj.

Ç'të drejtë ka Anglia në vaj-gurin e Mossul-it, a të Shqypnis? Ç'të drejtë ka Italia n'Abesinie, Tripoli e Shqipri? Të drejten er hajnit e grabitësit që të hín në shpí me pushkë në dorë, dhe të kerkon a gján, a jeten.

„Inglizët per të fituar këtë vent të pasur në vaj guri nukë lanë gjë pa bërë kundër Turqisë“ thotë artikulli i Diellit, permbi Mossul-in. Shum e drejtë! Vëhtëm artikullë-shkronjësi, ka harne Shqipërin: këtu Anglia per profitin e Anglo-Persan Oil Coy. bani po aq, e ndoshta dhe më tepër se në Mossul.

Ish — perfaqësnesi i Anglis Z. Eyres, kje qyqia që i këndoje diti e zeza Shqipëris; me ardhjen e këtij Levantini në Shqipëri filluen intrigat, vrasjet, revolucionet.

Ky tregtar Levantin kje regisseur-i i mjerimevet që tash kater vjet e kan kapë Shqipërin, ky kje, po thuaj shkaktari i tyre; një pjesë e responsabilitetit e gjakut shqiptar që u derdh per çeshtje të profitit të vaj-gurit bje mbi Z. Eyres, e mbi shtetin që perfaqësonte Z. Eyres-i.

Qysh kohen që kje rrexne me revolucion regenca e Bumçil e Aqif Elbasanit, Z. Eyres i trathëtoj këto dy zotëni, që i xune bësë nermjetesimit të tij. Në sa këto pritshin me besim të plotë fjalën e perfaqësnesit t'Anglis, ky u merrte vesht mbas shpine të tyre me Ahmet Zoyun-që ç'at herë u bë vegla e Eyres-it; në sa Eyres-i i mbate me rrena qeverin shqiptare, Ahmet-i pruni matianët e rrethoj Trianen; per të paren herë rebelion-i thej statutin e ligjen, e këto per profit t'Anglis!

Prap, ma vonë në Maj 1924 kner ishte tuj krisë revolucionin i Qushori-t, Z. Ayres-i erdhi në Shkodër, dhe u mundne m'e rrëjtë Luigj Gurakuq-in, se interesat e Anglis per vaj-guri në Shqypni ishin të drejta, etj. Tuej mos gjetë n'Luigj Gurakuq-in at vegël që

kish gjetë n'Ahmetin per profitin e Anglis, u nis prej Shkodre dhe s'la guër pa luejtë per të mbajtë Ahmet-in në fuqi.

Por kot, pse Revolucionin krisi dhe duel fitues, Ahmeti iku dhe Anglia mbet p'koncesion!

Por Z. Eyres ish teper Levantin, sa m'u ndalne para kësaj gjendje; ky Levantin, s'kish aspak skrupel me derdhë gjakun e një popullit dhe me shkaktne një revolucion të ri, per të prue Ahmetin e per të marrë koncesionin e vaj-gurit.

Intrigat e Levantinit, filluene mrenda e jashtë Shqipëris.

Jugoslaviv e kje ba me dit se ish yati t'a financote një invasjon me në krye Ahmet Zoyun, në sa në tjtare anë Ahmeti i premtoje Anglis koncesionin e vaj-gurit me kondicione krejt të dëmshme per Shqipëri.

Invasion jugoslav me Ahmetin filloj, e me këtë dhe intrigat, renat dhe trathitja e Z. Eyres-it mrenda në Shqipëri.

Në sa gjund të Z. Eyresit ndermjetësoshin pare i korrespondence me invasionerët, Levantini vete i nepte shpeshë të plotë qeveris së Fan Nolit se do Anglia do t'a ndalote invasjonin serb.

Mrrini delegacioni sovjetik, i vetmi dishmitar që munt t'i diftote botes rollin e keq që lote Anglia.

Z. Eyres-i i premtuj me fjalë nderi qeveris shqiptare, se Anglia do t'a ndalote invasjonin, at ças që delegacioni sovjetik do të lltete Shqipërin.

Të friksnem prej rrezikut që ju kerenote Shqipëris, qeveria e Fan Nolit-t, i xumi besë prap genjeshtravet të Levantinit, që do të largonte at ndalimin që i bite delegacioni sovjetik, interesavet t'Anglis.

Delegacioni sovjetik u largne, per fjala e nderit e Levantinit duel rrenë: intervencioni i Anglis nuk u bë, invasjonin serb zaptoj Shqipërin, Ahmeti hini në Tirane, Eyres-i mner nenshkrimin e Koncesionit të vaj-gurit, gjaku i Shqiptarvet u derdhë, dhe Albioni mner profitin e tij! Histori kjo, që ndodhi në Turki me Kurdë, në Shqipëri me Ahmet-in e në sa vende të tjera me popujt të tjerë; histori kjo që do të persritet gjithërye deri sa popujt mos të jën të zott me i vue në litër veglat e imperialismes së hnej.

Në Turki, veglat e këtij profiti, Kurdët, kjene vue në litër, në Shqypëni Begu i Mates, që u bë ura e profitit t'Anglis në Shqypni, u bë Presidenti i Republikës Shqiptare!

Ketë është drejtë t'a permendin Dielli kner shkruen permbi rollin e keq t'Anglis në Turki: mos të harroju edhe Shqipërin, Levantinin Eyres dhe Begun e Matit.

Korçë, Prillë.

Një gazetër

PARTIE ROUMAINE

Imperialismul Italian în Balcani

Tările balcanice au fost de totdeauna câmpul de întâlnire și de încrușișare al intereselor — și al planurilor — marilor puteri imperialiste. Înainte de război precumpănitor era în Balcani imperialismul puterilor centrale. După război Balcanii deveniseră obiectul de concurență al imperialismului englez și mai ales francez. Sub influența imperialismului francez s'a constituit astfel Mica-Antantă, în timp ce Grecia și, în ultimii ani, Bulgaria se transformaseră în instrumentul politice imperialismului englez. Interesele lacome și potrivnice ale diferitelor burghezii balcanice au fost totdeauna și cu perfidie exploatare de marile puteri pentru a afața unele state balcanice împotriva altora, pentru a împinge popoarele balcanice pe calea conflictelor latente, a dușmăniilor permanente și a înarmărilor și războacelor.

În ultimul timp însă, pe lângă Franța și Anglia, o a treia putere a descins în peninsula începând să desfășure și să depene acolo noi intrigi imperialiste: Italia. Imperialismul italian nu este nou și necunoscut în Balcani, dar până acuma intrigile — și poftele — sale nu se întindeau decât pe o fâșie îngustă a litoralului mediteranean: Albania și Grecia. Astăzi însă imperialismul italian se pregătește în chip vizibil pentru o politică expansionistă, vastă și activă, în întreg Balcanul. El este încurajat într'asta de slăbirea puterii imperialismului francez pedeoparte, și este împins la asta pedealtăparte de nevoia de a canaliza spre exterior dificultățile interne ale regimului fascist.

Noul expansionism imperialist italian nu a luat încă forme precise, pozitive, nu s'a legat încă de-o anumită linie, de-un anumit grup balcanic. El pipăie încă terenul, el cercetează încă punctele eventuale de sprijin, el cântărește și măsoară încă interesele diferite ale diferitelor burghezii, cicii și curții domnitoare balcanice pentru a vedea de unde ar putea lega el mai bine politica sa de intrigi imperialiste. Așa se face că imperialismul italian țese intrigi în toate statele balcanice *deodată*. În timp ce este legat da Jugoslavia prin tratate zise „de prietenie“, imperialismul italian organizează contra Jugoslaviei puternice puncte de sprijin în Albania — numai politice și financiare, ci și strategice și militare. Paralel cu politica sa pacinică și „loială“ față de Jugoslavia, imperialismul italian încercă să șteargă din amintirea burgheziei grecești umilinta dela

Corfu și, neangajându-se de fapt încă la nimic, să dea dictaturei militare dela Atena iluzia că, în intrigile acestea contra Belgradului pe chestia Salonicului, ar putea conta pe sprijinul Italiei. În Bulgaria imperialismul italian încearcă să inoade capătul politice sale de intrigi de capătul dușmăniei burgheziei bulgare față de cea jugoslavă și greacă în acelaș timp.

Ultimile săptămâni însă au arătat că imperialismul italian nu se lasă împiedicat de largimea Dunării, ci a trecut fluviul și a descărcat și în România un coș cu intrigi. Trebuie să recunoaștem că tradiționala violență meridională nu s'a desmintit nici când a fost vorba de-o „soră latină“. Căci Italia a zgândărit cele două mai sensibile strune din gama intereselor oligarhiei românești: chestia Basarabiei și chestia unui împrumut extern.

Imperialismul italian cunoaște cât de arzătoare este pentru oligarhia română garantarea stăpânirii Basarabiei și cât preț are pentru România ca Italia să ratifice raptul acestei provincii și să asigure bancherilor și moșierilor români exploatarea și aspirarea celor 3 milioane de basarabeni. Așa se face că, profitând de schimbarea de guvern în România și de legăturile personale pe care le are noul prim-ministru, generalul Averescu, în Italia, intrigile politice italiene au luat ca obiect chestiunea ratificării de către Italia a „unirei“ Basarabiei cu România. Se înțelege însă că Italia are prea multe și importante interese angajate față de Uniunea Sovietică pentru a putea lua în această chestiune europeană angajamente anti-ruse față de România. Dar politica italiană nici nu se gândește deocandată să se angajeze încă pozitiv pe o anumită cale în Balcani. Ii 'ajunge acuma să trezească numai iluzii, să afațe pofte și speranțe, ca să poată apoi manevra. Deaceea, cu toate zvonurile provocatoare lansate de România, Italia, fără a spune în această chestiune hotărât, nu a evitat însă de spune nici da, lăsând astfel deschisă porțița unor manevrări viitoare.

A doua undiță, pe care politica italiană a arucat-o în apele românești, a fost aceea a acordării unui împrumut. Se știe setea tropicală a economiei naționale românești pentru capitaluri străine, fără de care criza ei nu poate fi ușurată. În timp însă ce emisarii oligarhiei românești caută zadarnic pe piețele Londrei și New-Yorkului să capete un împrumut, iată că toamai Italia vine și, „în dorința de a strânge legăturile de simpatie și de reciprocă înțelegere“ (cum sună nota oficioasă), se oferă din senin să sprijine un împru-

mut românească pe piața italiană. Și asta când? În momentul când tocmai leul se rostogolește grăbit la vale și când creditul românesc este astfel mai compromis ca naționalitatea. Într'adevăr, foarte mult trebuie să țină imperialismul italian la legăturile de „simpatie“ în România pentru a deschide generos punga și a o goli în palma unei burghezii a cărei valută scade vertiginos...

Curând însă s'a văzut că și aici, ca și în chestia intrigilor pe tema Basarabiei, nu-i vorba de nici-o „simpatie“ și de nici-o „prietenie“. Într'adevăr, tot împrumutul oferit este de 200 milioane lire, cursul de emisiune va fi sub 90 și dobânda peste 10%, ceea ce face ca și oficialitatea să declare, că pentru bugetul statului acestea sunt condițiuni „destul de împovărătoare“*. Iar esențialul este că guvernul român un primește nici-un ban realmente în mână: jumătatea împrumutului urmează să servească pentru plata cuponului datoriei române în Italia, iar cealaltă jumătate pentru... cumpărarea de mărfuri în Italia.

Dacă mai avem acum în vedere că, în momentul când Italia manevra astfel pe chestia Basarabiei și a unui împrumut, România avea onoarea de a primi înalta vizită a domnului Batistini, mare maestru de ceremonii al fascismului italian și unul din intimii cei mai apropiați al lui Mussolini, atunci putem aprecia pe deplin care sunt intențiunile secrete ale imperialismului italian în România și în Balcani.

Amestecul tot mai insistent al Italiei în intrigile imperialiste în Balcani semnalizează noi pericole pentru popoarele balcanice. Peste capul lor „atențiunile“ și „simpatiile“ imperialismului din orice parte au adus totdeauna conflicte, înarmări și războaie. Popoarele balcanice sunt astăzi însă prea sătule de război pentru a nu privi cu îngrijorare descălecarea noului intrigant imperialist pe meleagurile peninsulei lor atât de săngeros încercate.

I. Mateescu

Regele în alegeri

Am arătat în numerile noastre trecute, și arătam și în numărul acesta la Revista Presei, cum votul universal — egal, secret și obligatoriu — este prefăcut în minciună prin fals, teroare și asasinat. Alegerile de-acum nu se deosebesc deci de cele făcute în 1920 sau 1922 prin nimic, decât doar prin teroarea mai turbată. Dar ceea ce a devenit izbitor de limpede pentru masa poporului la aceste alegeri, este rolul coroanei în mecanismul de stăpânire al oligarhiei românești.

Regele, de origină străină, patronează unirea oligarhiei române cu magnății unguri împotriva țărănilor români. În satele Transilvaniei grofii desfășură liber propaganda lor electorală în limba ungară, în timp ce intelectualii români în România-Mare sunt are-

* În ultimul moment aflăm că condițiunile sunt și mai rele: cursul de emisiune 85%, anuitățile pentru primii doi ani se scad imediat și la fel și prima rată pentru plata unei comenzi de submarine, așa că rămâne din „200 milioane“ abea ceva peste 100.

stați din ordinul acelorasi grofi, deveniți prefecti și pretori. Acesta e spectacolul ce se prezintă în fața ochilor țăranului transilvănean hrănit ani îndelungați cu fraze sovine. Regele, alături și în fruntea oligarhiei române, se demască deci ca un parazit străin de poporul român, de năzuințele și suferințele lui.

Dar acest Hohenzollern, pe care oligarhia română l-a supranumit — evident: în bătaie de joc — Ferdinand-cel-Viteaz, nunumai că patronează asupra țăranului român de către magnății unguri, dar și sfidează întreg poporul. În țara întreagă lupta electorală ia caracterul unui adevărat război civil: arestări în masă, torturări, împușcări. La Durostor 15 țărani bulgari, după ce au fost arestați în timpul propagandei electorale, sunt împușcați de jandarmi pentru că „au încercat să fugă de sub escortă“. La Călărași în Basarabia jandarmii trag cu mitraliera într-o întrunire țăranistă. În Ialomița și Ilfov jandarmii trag cu armele în candidații opoziției, cari scapă numai răniți. Ei bine! În aceste momente crâncene ce face regele? *El pleacă la vânatoare în Banat!*

Conducătorii opoziției țăranisto-naționale vor să prezinte aceluiaș rege un memoriu, cerându-i... protecție și rugându-l să „impună“ respectarea legilor și a vieții cetățenilor. Regele, ca răspuns, pleacă în ajunul alegerilor în excursie pe Dunăre, avizând că se întoarce... după alegeri.

Complicitatea regelui cu tot regimul de asupra devine acum nu numai vădită, dar provocător de cinică și sfidătoare. Astfel, după ce el chiamă la cărmă partidul cel mai slab reprezentat în parlament, tolerează și incurajază cea mai odioasă teroare pentru ca acest cel mai slab partid să „cucerească“ cu orice preț majoritatea în alegeri. Conducătorii democrației române, țăranști și naționali, în loc de a demasca complicitatea regelui, îl prezintă în fața masselor ca pe un prizonier al oligarhiei, care vrea să facă numai bine pentru popor, dar e împiedicat de sfetnici răi. Ironia soartei face acum ca de acest fals prestigiu, creat în jurul regelui de conducătorii opoziției, să se folosească partidul averescan ca propagandă electorală contra acestor conducători însuși. Astfel candidatul averescan în jud. Turda, Eliade Alexandru, a lansat un manifest către alegători, făcându-le cunoscut că „este trimis din partea generalului Averescu și cu dorința Palatului de a fi ales senator în acest județ“. Un alt manifest semnat de ministrul de justiție Cudalbu, candidat în jud. Tutova, spune: „Cu aceste gânduri Partidul Poporului și al majestății sale regelui... pășeste la muncă“. Regele ia astfel direct parte la lupta politică, la campania electorală, demascându-se ca patronul regimului oligarhic.

Ideea monarhică este ruinată în mintea poporului, deși înșiși conducătorii opoziției democratice caută s'o întrefină printr'o propagandă și prin atitudini slugarnice. Masele încep să înțeleagă că nu rugăminte către rege, ci lupta contra regelui, care este al ciocoilor, are un rost astăzi. Este rolul adevăraților luptători ai poporului de a da expresiune politică acestei porniri din masă, transformând-o într'o luptă contra monarhiei și pentru republica democratică.

Delabla

SOMMAIRE

Texte français (721—731)

La Fédération Balkanique et l'opinion européenne

Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — IX

Auguste Prenant

Maurice Bourquin

Raoul Verfeuil

Paul Louis: Après l'acquiescement de l'assassin de Tchaouloff

Henri Barbusse: Un cri d'alarme

Jean Zyromski: Pour la Fédération Balkanique — III

D. Karine: L'Italie dans le Proche-Orient

Delabla: Le roi de Roumanie et les élections

Sava Simitch: Le deuxième gouvernement Onzounovitch

N. Kalinovsky: Libérez le Dr. Voukachine Markovitch

A. Devolli: A propos du dernier attentat en Italie

Miro Devtchitch: Les Croates et le nouveau gouvernement yougoslave

Revue de la Presse

Texte allemand (731—733)

Paul Louis: Nach dem Freispruch von Tschauloffs Mörder

Melingos: Plastiras und sein König

N. Kalinovsky: Befreiet den Dr. Voukachine Markowitsch

Texte croate (734—735)

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Petar Cazals

Dr. Zdenek Nejedly

Miro Devčić: Hrvati i nova vladu u Jugoslaviji

Texte serbe (735—737)

Балканска Федерација и европско јавно мишљење

Виктор Серге

Сива Симић: Друга влада Николе Узуновића у Југославији

Texte grec (737—739)

Η Βαλκανική Ομοσπονδία και η Ευρωπαϊκή γνώμη

Λέων Μπακαλτζής

Μελίνκος: Έπτερα από τη μάχη

Ζάν Ζυρόσκι: Για την Βαλκανική Ομοσπονδία — II

Texte bulgare (739—742)

Пол Луи: След оправданието убиенца на П. Чаулев

Жан Зиромски: За Балканската Федерация — III

Ю. Гранкин: Българския ад

Texte albanais (742—743)

Një gazetër: Anglia, Turqia, Shqipëria

Texte roumain (743—744)

I. Mateescu: Imperialismul Italian în Balcani

Delabla: Regele în alegeri